

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 20 AVRIL 1978 - N° 682

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

La France aurait la bombe à neutrons

La France a peut-être procédé récemment à l'expérimentation d'une bombe à neutrons, à Mururoa, dans le Pacifique. C'est du moins ce qu'affirme l'hebdomadaire Le Point, dans son dernier numéro. Pour l'instant, le ministère français de la Défense n'a ni confirmé ni démenti non plus l'information.

Il y a quelques temps, l'état-major français avait indiqué que la France était « en mesure » de mettre au point la bombe N.

Si la nouvelle est confirmée, elle revêt une certaine importance. Cette bombe qui peut être particulièrement redoutable, notamment contre les colonnes blindées, fournirait une certaine marge d'autonomie en même temps qu'une puissance accrue aux forces françaises, alors que Carter a annoncé, à la veille de nouvelles discussions sur les armements stratégiques avec Moscou, qu'il renonçait pour l'instant à fournir la bombe à neutrons aux armées ouest-européennes. Les « fuites » sur la bombe à neutrons française pourraient aussi servir de moyen de pression pour la Maison Blanche dans ses actuelles tractations avec Moscou, pour tenter d'obtenir des concessions soviétiques sur la question des armements.

ROANNE

OCCUPATION ILLIMITÉE AUX A.R.C.T.



Depuis mardi après-midi, les 1 100 travailleurs des ARCT (Ateliers roannais de constructions textiles) de

Roanne occupent leurs trois usines. C'est sur la base des vives inquiétudes pour leur emploi qu'ils ont

pris cette décision. En effet, la direction a informé de la perte d'un marché avec RPT qui devait garantir 70 % de l'activité des ARCT pour l'année 1979.

C'est en fait, par contre-coup tous les travailleurs du groupe qui sont concernés. Depuis 1974, ils luttent pour leur emploi. Depuis cette date, les effectifs à Roanne sont passés de 1 780 personnes à 1 100 et la Sotexa, une unité du groupe a été fermée. Les positions ont laissé entendre qu'il pourrait y avoir des solutions pour remplacer le marché avec RPT mais, c'est le plus grand flou là-dessus.

Les travailleurs des ARCT n'ont pas voulu se contenter de ces « à peu près ». Ils n'ont pas voulu non plus attendre tranquillement qu'on leur règle leur licenciement en douce. Ils ont choisi la voix de l'action.

17 avril 1975 :

PHNOM PENH ÉTAIT LIBÉRÉ

Il y a trois ans, le peuple cambodgien libérait Phnom Penh. C'était une défaite écrasante de l'impérialisme américain et une victoire éclatante de la mobilisation de tout le peuple cambodgien dans sa lutte de libération nationale. Cette victoire a eu une grande portée : elle a montré que, par la guerre populaire, un petit peuple peut l'emporter sur l'impérialisme, y compris les deux super-puissances comme les États-Unis. Depuis lors, une campagne de dénigrement a été organisée aussi bien de Washington que de Moscou pour calomnier le Cambodge nouveau qui s'édifie, le Kampuchéa démocratique. Notamment en France, ancien colonisateur, où la bourgeoisie a accueilli des débris de la clique de Lon Nol.

MEETING ANNIVERSAIRE

Mutualité jeudi 20 avril
20 h 30

avec la participation du
Comité des patriotes du
Kampuchéa démocratique en France

Et le film inédit :
« Kampuchéa démocratique »

à l'appel de l'H.R. et du PCRml

UN MERCENAIRE FRANÇAIS TUÉ AU TCHAD ?



Le FROLINAT annonce que dimanche dernier « un contractuel » de l'armée tchadienne a été abattu à 450 kms au nord de la capitale. Par ailleurs, 50 militaires français et techniciens auraient été capturés. Des affrontements auraient eu lieu autour du poste de Salal étant tournés au désavantage de l'armée régulière. Au cours de l'attaque, deux coopérants français ont été blessés. L'un d'entre eux grièvement. Naturellement, les informations sont démenties par le ministère français de la Coopération.

PCE : Congrès des divisions

Le Congrès du PCE s'ouvrait mercredi à Madrid. A cette occasion, Carrillo a la ferme intention de rompre avec la dernière référence théorique au léninisme. Cette volonté se heurte à l'opposition d'une partie des congressistes.

Un autre débat assez vif opposera les délégués, il portera sur les distances à prendre par rapport à l'URSS.

Deux délégués réintégrés à la General Motors de Strasbourg

(Lire en page 6)

Aldo Moro : les recherches continuent

Un nouveau message des « Brigades Rouges » a annoncé la mort d'Aldo Moro, en indiquant que son corps était au fond d'un lac à une centaine de kilomètres de Rome. D'importantes forces ont été mobilisées par l'Etat italien pour les recherches. Les lendemains de la mort du président de la démocratie-chrétienne risquent fort de voir se développer une campagne systématique contre tous ceux, militants politiques, syndicalistes, ouvriers combattifs qui, rejetant sans ambiguïté les pratiques des « Brigades Rouges », n'ont nullement l'intention pour autant de défendre l'Etat capitaliste italien.

(Lire en page 10)

«Nous demandons à l'OIT et aux syndicats de travailleurs des pays occidentaux et de reconnaître notre syndicat libre et de nous apporter une aide morale et matérielle». Tel est l'appel dont nous poursuivons aujourd'hui la publication, lancé par les travailleurs soviétiques qui ont pris l'initiative de constituer un syndicat libre, malgré la répression dont ils sont l'objet. Il y a loin entre cette réalité vécue par les travailleurs soviétiques et l'hypocrite «déclaration universelle des droits syndicaux», présentée au Congrès de la Fédération syndicale mondiale, et dont nous donnons ici quelques extraits.

URSS : le combat pour un syndicalisme libre

«Appel à l'Organisation Internationale du Travail (l'OIT) et aux organisations syndicales des travailleurs des pays occidentaux» (Suite)

Nous voulons étayer les arguments de cet appel par un certain nombre d'extraits des journaux, montrant qu'il ne s'agit pas de «manquements» isolés, mais d'une réalité quotidienne devenue la norme.

(Suivent deux pages de citations de différents organes de presse soviétiques, ayant trait à des abus et à des licenciements de travailleurs. Nous reproduisons un certain nombre de ces citations. N. des C. du S.)

Le journal *Leninskoe znamya*, organe du Comité régional du PCUS et du Soviet des députés du peuple de l'Oblast de Moscou, écrit sous le titre : «Ils s'y sont faits», dans la rubrique «Les lecteurs s'émeuvent», dans son N° 23 du 27 janvier 1978 :

«... C'est la deuxième année que le collectif du bureau des ponts et chaussées N° 3 de Mojaïsk est en fièvre, des lettres anonymes affluent dans différentes organisations locales et régionales...»

«... le 14 octobre 1977 a eu lieu l'assemblée électorale syndicale. A l'issue de celle-ci, on a remis un rouble à chacun des ouvriers, tandis que les employés du bureau sont allés au restaurant bouffer sur le compte du syndicat...»

«... Le Directeur de l'entreprise V.F. Stepakine déclare : «Chez nous c'est une vieille tradition. Nous pensons qu'il vaut mieux boire ensemble que de se cacher derrière le coin...»

«... Le Président du Comité syndical, N.I. Mirochnikov : «Le Comité régional syndical prévoit des allocations spéciales pour les «rencontres» de ce genre.»

Le journal *Troud* du 20 janvier 1978, N° 17, dans l'article «Les bons de séjour des autres», ville d'Enakievo, Oblast de Donetsk, écrit : «... l'intervention de l'ouvrier haveur A.L. Todoseitchouk à la tribune de la conférence électorale a été comprise par bien des ouvriers de la mine. A.L. Todoseitchouk a sévèrement critiqué le Président du Comité de la mine, V.S. Sigarev, pour ses infractions à la législation du travail, pour des irrégularités dans la distribution des fonds d'aide matérielle. L'ouvrier a cité des exemples concrets...»

Sigarev a de nouveau été nommé président du Comité de la mine, bien que 59 sur les 163 délégués de la conférence aient voté contre lui (selon les statuts, il faut les 2/3 des voix — remarque de l'auteur de cet Appel). Aux vues de tous et en plein jour, Sigarev a été pris sous protection, en dépit de l'avis de ceux qui ont dit tout haut la vérité sur ses agissements indélicats.

«... A.L. Todoseitchouk décida de faire triompher la vérité. Ses

lettres au Soviet syndical régional, et au Comité républicain du syndicat des travailleurs de la houille, il les signa de tous ses titres de travail : haveur, communiste, mineur émérite, cavalier de l'Ordre du Drapeau Rouge du Travail — personne ne répondit à ses lettres...»

«... Sigarev contrefait les signatures, vend des bons de séjour à une certaine E.A. Sotnikova qui n'a aucun rapport avec la mine ; il a tout simplement expulsé de son cabinet la gérante de la bibliothèque, N.I. Kouzmenko (elle était venue pour une question de service)... Depuis le renouvellement tout récent de son mandat, plusieurs plaintes ont déjà été introduites auprès de différentes instances. Dans chacune, il est question de mufliers à l'égard de ses collaborateurs. Des gens sont congédiés à cause de cela, «à leur propre demande...».

Dans nos lettres ouvertes précédentes nous écrivions : «Des gens pareils à nous il y en a des milliers.»

Oui, nous n'exagérons rien. Nous sommes convaincus qu'un ouvrier ou un employé sur dix peut venir grossir nos rangs.

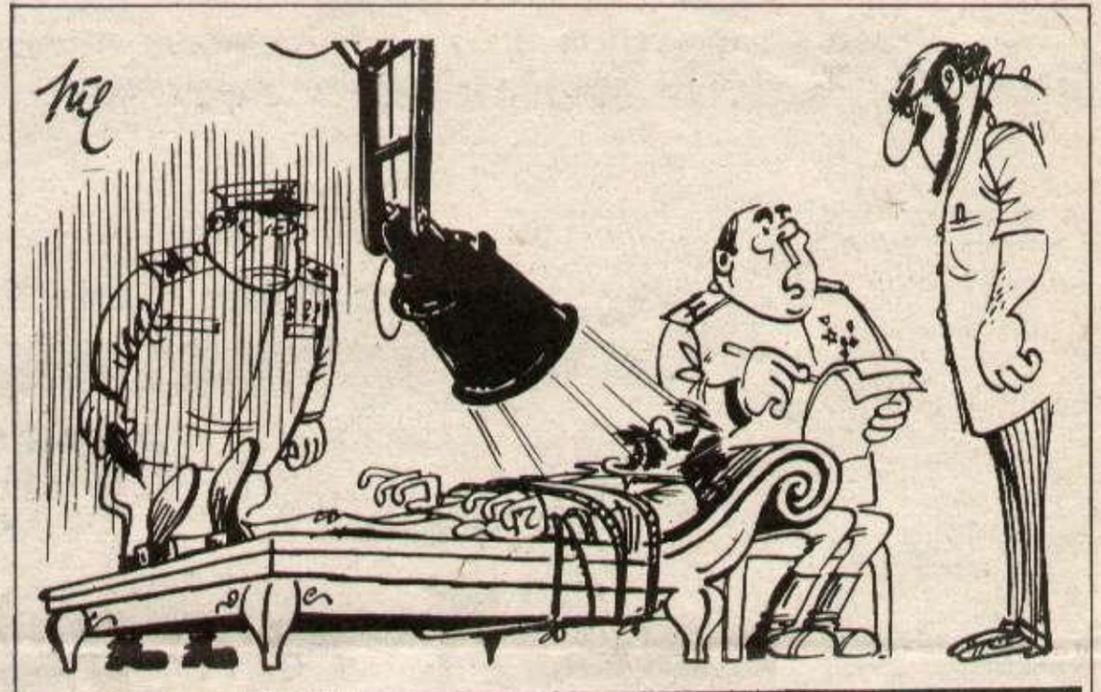
Voyons la presse. La *Pravda* du 21 janvier 1978, N° 21 écrit dans l'article «Manque de persévérance» : «... L'entreprise occupe 1 000 travailleurs — il est question de l'entreprise N° 1 126, ville de Petrozavodsk, la citation est tirée du journal : «... L'année passée, par exemple, le tiers de tous les travailleurs ont été licenciés...».

Dans le journal *Vetchernaya Moskva* du 21 janvier 1978, N° 18, sous le titre «Un thème difficile», nous lisons au sujet de l'usine de matériel ferroviaire de Sokolniki, à Moscou : «... Nous accordons une grande attention au travail avec les cadres. Quel en est le résultat ? Le bilan n'est pas en notre faveur, 24 personnes ont été licenciées, contre 15 engagées...».

Le journal *Leninskoe znamya*, du 25 janvier 1978, N° 25, écrit sous le titre «Les adieux faciles» : «... Au cours des trois dernières années, 262 travailleurs ont quitté l'association. En fait, 2 sur 3 ont été licenciés...».

Le pays tout entier est rongé par la moisissure bureaucratique — nous en sommes les témoins, nous et nos camarades dans le malheur, qui sommes déjà plus de deux cents, alors que nous avons tous travaillé dans différentes entreprises dans plus de 150 villes et districts du pays.

Nous sommes une fraction insignifiante des citoyens qui



NOUS CONFIRONS VOTRE DIAGNOSTIC, DOCTEUR, C'EST UNE SCHIZO-DIVERGENCE D'OPINION*

* Authentique : la «schizo-divergence d'opinion» est une affection courante dans la «psychiatrie» russe.

remplissent chaque jours les salles de réception des instances centrales.

Nous demandons à l'OIT et aux syndicats de travailleurs de reconnaître notre syndicat libre et de nous apporter une aide morale et matérielle.

Avec nos respects.

Les membres du nouveau
Syndicat libre des travailleurs
en Union soviétique
(signatures des
43 membres fondateurs)

(...) Nous demandons qu'on nous écrive aux adresses suivantes :

1 - 103009 Moscou K 9
Poste restante
Klebanov, Vladimir Alexandrovitch.

2 - 103009 - Moscou K 9
Poste restante
Oganessian, Chagen Akopovitch

3 - Oblast de Moscou
ville de Klimovsk - 3
oul. Simferopolskaya,
dom N° 25
Kvartira 114.
Poplavsky, Valentin Tikhonovitch

Il faut se souvenir : les agents du KGB inspectent les lettres, quelquefois les détruisent.

Moscou, le 1^{er} février 1978

Texte traduit et publié par les Cahiers du Samizdat. Éditeur responsable : Anthony de Meeüs, 105 drèse du Duc. 11 0 Bruxelles, Belgique.

AU 29^e CONGRES DE LA FSM

Des mots, toujours des mots

«Déclaration universelle des droits syndicaux»

(Extraits)

«Les travailleurs ont le droit de se réunir, de discuter et d'exprimer librement leur opinion sur toutes les questions les intéressant sans autorisation préalable.

Les travailleurs ont le droit de former des syndicats, y compris dans la fonction publique, d'adhérer aux organisations syndicales existantes et de participer à toute activité syndicale, sans autorisation ni contrôle des autorités publiques ni des employeurs.

Les travailleurs ont le droit de participer à toute action pour la défense de leurs intérêts, que cette action prenne forme de grève, boycottage, piquets d'occupation des lieux de travail, de manifestation, ou toute autre forme de lutte syndicale.

Les travailleurs, quelle que soit leur profession, ont le droit de recourir à la grève et la participation à une grève ainsi qu'à une manifestation de solidarité ne pourra en aucun cas faire l'objet avant, pendant et après la grève, de licenciement, de peines, amendes ou mesures de sanction ou répression.

Les organisations syndicales ont le droit d'exercer leurs activités en représentation des travailleurs conformément aux seuls statuts qu'elles se sont librement donnés, sans ingérence ni contrôle des autorités publiques ni des employeurs. Elles jouiront de personnalité juridique.

Les organisations syndicales ont le droit de convoquer, sans autorisation des autorités publiques, des réunions, conférences et congrès syndicaux, et d'organiser des manifestations syndicales, y compris sur la voie publique.

Les organisations syndicales ont le droit de prendre toute mesure pour organiser et soutenir toute forme d'action syndicale y compris la grève et de ce fait, ne pourront faire l'objet avant, pendant et après les actions, de peines, amendes, sanctions ou mesures de répression. (...)

Un texte de la FSM dont les travailleurs de Prague ou de Moscou ne voient pas un commencement d'application

Prix, opération «vérité»

AUGMENTATIONS IMMINENTES

Barre, cet ennemi juré du dirigisme en matière économique, s'est entendu avec ses compères, Monory pour l'Economie, Papon pour le Budget et Giraud pour l'Industrie. Finies les velléités de blocage des prix. Si réduit qu'il ait été, celui-ci est maintenant jugé superflu !

Le contrôle de l'Etat sur les prix s'exerce depuis 1945. Les quelques 26 000 arrêtés sur les prix accumulés en 30 ans n'ont pas été très efficaces pour lutter contre l'inflation... Jusqu'à présent, un industriel n'était pas libre d'augmenter comme il le voulait ses prix. Ses multiples démarches dans les ministères le conduisaient en général jusqu'au directeur des prix, Claude Villain. Bien sûr de nombreux trucs permettent de passer outre aux réglementations. Pour tourner le blocage, les industriels lancent à la pelle des produits nouveaux qui échappent au contrôle.

Mais aujourd'hui l'heure est à la «vérité des prix», opération qui doit contribuer à «l'assainissement» de l'industrie. La fin du contrôle des prix signifie d'importantes hausses. La libéralisation va se faire progressivement. Commencant dès le 2^e semestre, elle affectera d'abord les secteurs les plus concurrentiels comme l'équipement, l'industrie de ba-

● Une hausse importante du coût de la vie, c'est ce qu'on retiendra certainement du discours de politique générale de Raymond Barre prononcé mercredi après-midi. Le premier ministre ne devait rien annoncer de bien nouveau par rapport aux grandes orientations déjà fixées notamment par le programme de Blois.

se, certains produits de consommation etc.

Ce que les travailleurs ressentiront particulièrement, c'est la hausse des tarifs publics.

TARIFS PUBLICS : HAUSSES EN CASCADE

Chacun sait que les entreprises dites de «services publics» rendent surtout de gros services «privés», aux industriels. Le résultat, c'est qu'elles sont déficitaires et que l'Etat doit leur verser d'importan-

tes subventions : 27 milliards en 1977, 30 milliards prévus pour cette année. Or pour réduire seulement de 8 à 10 milliards le montant de l'aide, il faudrait augmenter les tarifs de 20 %. Si l'utilisateur devait payer le ticket de métro au prix coûtant, il devrait donner 2 fois plus que la somme actuelle.

Les prévisions de Giscard-Barre sont là :
+ 20 % pour les PTT
+ 15 % pour la SNCF voyageurs.
+ 8 % pour l'EDF-GDF
+ 10 % pour la RATP

Au total, ces tarifs qui avaient augmenté de 5,5 % l'année dernière, augmenteraient de 12 % en 1978 ! Cela signifierait une hausse du coût de la vie de 1 % pendant plusieurs mois. Pour les experts du gouvernement, une telle politique maintiendrait la subvention de l'Etat aux 30 milliards prévus, pas plus.

Barre ne pourra aller jusque là sans craindre les revendications salariales et les mouvements de grève que les travailleurs touchés ne manqueront pas de déclencher. C'est mercredi 26 avril, après le conseil des ministres, qu'on connaîtra l'ampleur de la hausse des tarifs publics.

Marianne GIRARD



La SNCF : un «service public» qui rend de gros services privés aux industriels.

Le PCF à Choisy-le-Roi

Lettre publique et dégoût à la base

Dernière en date des lettres de critique adressées à la direction du PCF, une lettre d'un instituteur de Choisy-le-Roi, Gérard Chambon ; cette lettre a été adressée à son secrétaire de section, et envoyée aussi au *Matin*, qui la publie évidemment. Chambon, qui déclare être démissionnaire, porte principalement ses critiques

sur les rapports entre PCF et PS. Pour lui, «la tactique partisane — au plus mauvais sens du terme — a prévalu sur la stratégie d'Union de la gauche». La manière dont Chambon envisage une question particulière, celle des nationalisations, fait penser que sa sympathie va directement au PS.

C'est à notre connais-

sance la deuxième fois qu'une annonce publique de démission est faite, après celle d'un ancien membre du secrétariat fédéral du Lot-et-Garonne (voir QdP du 18 avril). Ce mouvement de dégoût a cependant plus d'ampleur, comme en témoigne cette correspondance que nous avons reçue de Choisy-le-Roi.

«Un jeune ouvrier, qui a adhéré au PCF en avril à la suite de la campagne du «parti des pauvres», a discuté avec nous : Dans ma cellule, sur une vingtaine de militants, il y en a 15 qui pensent comme moi que c'est le PCF qui a cassé l'Union de la gauche. On ne s'est réuni qu'une fois, au lendemain du 19 mars. La prochaine réunion de cellule, c'est juste avant le CC. Les gars sont écœurés de tout ce qu'on leur a fait faire pour arriver là. Et puis, répéter à bout de champ «il y aura des ministres communistes», ça a effrayé l'électorat centriste. Le PCF ne pensait qu'à ses intérêts, pas à ceux de la gauche. Il a tout fait contre le PS, par exemple en chiffrant le Programme commun la veille où Mitterrand parlait à la télé. Il y a un point sur lequel vous avez raison, c'est celui du capitalisme d'Etat. Il y a deux jeunes ouvriers qui viennent de rendre leur carte en disant : le PCF nous attirait, mais maintenant la politique nous dégoûte. Tous les partis sont pourris.»

Elbeuf

Le PCF refuse de voter le budget

Les socialistes sont majoritaires. Lors de la dernière réunion du conseil, les élus ont fait connaître leur décision de ne pas voter le budget proposé par les socialistes. Les conseillers du PCF reprochent au PS de ne pas tenir compte dans la fixation du budget d'une subvention qui a été demandée à l'autorité de tutelle. Le maire socialiste, suppléant du député Fabius accuse ses partenaires

d'être «irresponsables et naïfs». Selon lui tenir pour acquise une subvention qui ne l'est pas, revient à présenter un budget en déséquilibre et donc à donner prétexte au préfet «pour intervenir de manière plus directe encore dans notre gestion». Naturellement, les socialistes affirment que le PCF s'était déclaré d'accord avec ce budget au moment de sa préparation. Celui-ci a fina-

lement été adopté par quinze voix et onze abstentions. Il est en augmentation de 30 %. Enfin, le maire a annoncé son intention de retirer partiellement leur délégation aux conseillers PCF.

Comme au plus fort de la polémique à gauche, en automne, l'échec de la gauche et les règlements de compte entre PS et PC se répercutent dans les conseils municipaux.

L'histoire d'une commission parlementaire

Les libertés à la moulinette

Chaque député a reçu, mardi, trois énormes dossiers, d'un total de 850 pages, émanant de la «commission des libertés». Ces dossiers, soigneusement imprimés par les services techniques de l'Assemblée Nationale, comportent une analyse des trois propositions de lois déposées en 75 par la droite, le PS et le PCF, un compte-rendu des travaux de la commission, et une proposition de synthèse. Pourtant, tout cela ne sert à rien, puisqu'il s'agit des travaux de l'ancienne législature !

Voilà une illustration saisissante des «travaux» parlementaires, et sur un sujet qui n'est pas mineur, puisqu'il s'agit des libertés. L'histoire remonte à mai 75, avec la publication par le PCF d'une Charte des Libertés, en 89 articles. Assitôt après, la droite en fait de même. Chirac va même jusqu'à dire à cette époque que «les libertés sont au centre de ses préoccupations». A son tour, le PS publie sa déclaration. Et c'est parti ! Un vent de liberté souffle sur les honorables parlementaires. On en parle beaucoup à la télévision (Giscard y tient, et on fait une commission spéciale. Celle-ci va se réunir très régulièrement, dans un des

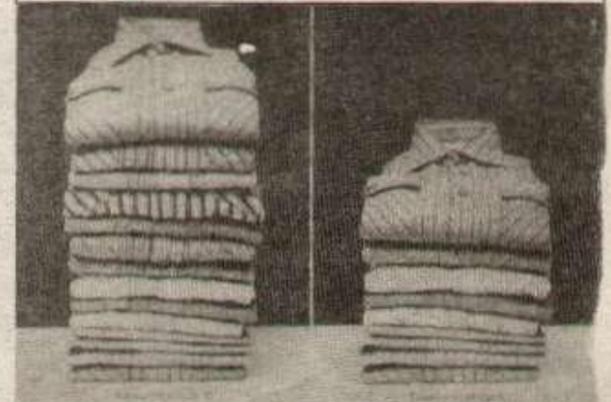
salons du Palais Bourbon. Des personnalités viennent donner leur point de vue : Etchegarray l'évêque, Mairaux, Séguy, et beaucoup d'autres. De temps en temps, il y a des frictions et chacun fait de vertueuses déclarations d'intention. Des enquêtes sont menées, des députés se déplacent. 1975 passe, et 1976, et 1977. Finalement, une synthèse est adoptée, elle doit donner lieu à des propositions de loi. La proposition est effectivement déposée, mais les mois passent, il y a tellement d'autres choses à faire... que la législature se termine.

La procédure voulant qu'une nouvelle proposition soit déposée, tout est à refaire ! Gageons que ce sera fait. Mais, cette pauvre déclaration d'intention sur les libertés n'en sera pas au bout de ses peines. Si l'Assemblée l'adopte, il faudra modifier la constitution, et donc, soit organiser un référendum, soit faire voter le Congrès, c'est-à-dire la réunion commune de l'Assemblée Nationale et du Sénat. Dans le deuxième cas, il faudra une commission commune pour préparer le congrès...

En attendant, les dossiers sur les libertés sont dans les mains des députés...

Les étranges publicités du Figaro

Quand les jambes gonflent, la productivité se dégonfle.



Ventilation Coit. On travaille mieux quand on a de l'air.

«Quand les machines chauffent, elles tournent mal» la publicité pour la ventilation Coit débute bien... La suite ne vaut pas moins «et ce qui est vrai pour les machines l'est plus encore pour les hommes et les femmes qui passent sept à huit heures devant ces machines». «A 29° la productivité tombe d'un tiers, ce n'est pas simplement une question de confort mais de rentabilité de l'entreprise» insiste le texte sous les piles de chemises.

Rectificatif

Deux erreurs se sont glissées dans notre numéro d'hier :

● Parmi les 4 députés décédés dont Chaban a prononcé l'éloge funèbre, il y avait François Billoux, et non «Bilbaux».

● D'autre part, à propos de l'élection municipale partielle d'Orléans, l'UDOPD est effectivement la seule à augmenter ses voix en nombre absolu (273 contre 228 en mars)... et donc en pourcentage (0,95 % des voix, et non 0,55 % comme il a été écrit par erreur).

Fédération du Vaucluse du PS

25 DÉMISSIONS

En 66, bien avant la fondation du nouveau PS, Mitterrand alors à la tête de la Convention des Institutions Républicaines envoi dans le Vaucluse «un envoyé spécial»: Jacques Richard, chargé d'implanter le mouvement dans la région. Les rapports sont tendus avec la SFIO. Même aujourd'hui, sept ans après le Congrès d'Épinay qui voit le rassemblement de tous les courants de la social-démocratie, les plaies sont encore douloureuses.

C'est ainsi que pour les dernières législatives, un député socialiste sortant, ne désirant pas se représenter en raison de son grand âge, décidait de passer la main à Jacques Richard, secrétaire fédéral. Cette décision qui sera aussi celle de la convention nationale du PS soulève bien des contestations dans la fédération. Les oppositions sont si vives que certains, notamment des élus ne se gênent pas pour écrire des tracts signés «des vrais socialistes du Vaucluse» et mettant explicitement en cause la désignation de Richard. La direction nationale du PS a tenté à plusieurs reprises de «régler» le conflit notamment en proposant qu'un troisième candidat soit désigné, ce qui aurait pu contenter tout le monde et notamment Attali qui à l'époque cherchait à se caser...

Bien que votée à l'unanimité, une motion allant dans ce sens ne recueille pas l'accord du principal intéressé, qui ne se dit pas lié par une décision fédérale puisqu'il est le candidat officiel de la con-

vention nationale. Naturellement, aux tracts succèdent les communiqués signés par les uns et par les autres. Le résultat ne tarde pas à se faire sentir. Dans cette région de vieille tradition socialiste, le candidat Richard arrive en quatrième position; derrière son rival PCF ce qui est un comble à Carpentras.

Pour Fournier, nouveau secrétaire fédéral, depuis janvier en remplacement de Richard, les contradictions internes au PS et leur étalage public ne sont pas la cause principale de l'échec de son prédécesseur. Selon lui celui-ci est à mettre sur le compte du recul général de la gauche et du Parti socialiste en particulier dans le sud de la France. N'empêche que les contradictions continuent à se développer. Celles-ci ont connu une nouvelle accélération au début de la semaine dernière, puisque 25 militants dont une bonne partie de cadres fédéraux ont écrit une lettre à Mitterrand. Dans celle-ci, ils se plaignent de l'attitude des

autres militants qui n'ont pas soutenu la campagne de Richard et demandent un congrès fédéral qui désignerait une nouvelle direction.

On ne peut nier les spécificités de la fédération du Vaucluse où il semble bien que Richard, pourtant d'origine «conventionnelle» soutienne notamment un des maire SFIO les plus hostiles à l'Union de la gauche, et où il s'agit cette fois de la division de la «majorité» du PS alors que d'habitude, c'est contre le CERES que le ton monte. Malgré ces caractéristiques spécifiques au Vaucluse, il est certain que l'échec de la gauche et plus particulièrement le recul du PS dans la région n'a pu que raviver de vieilles querelles.

Il faut s'attendre, dans les fédérations comme dans les municipalités de gauche, à une relance de ce genre de crise qui parsèment le parcours difficile de l'Union de la gauche défunte.

François MARCHADIER

Des adhésions particulières

Réflexion de Richard à un journaliste à propos du gonflement des effectifs de certaines sections au moment de son élection: «Quant aux distributions de cartes... on a peut-être trouvé des «municipaux» nouveaux adhérents. Pourquoi pas? La mairie a peut-être payé des cartes à de pauvres bougres sans le sou: mais qui ne le fait pas?»

Un parti en recul

Perte de voix du PS en 77 par rapport à 73 dans le Vaucluse:

- 1^{re} circonscription - 7 %
- 2^e circonscription - 3,2 %
- 3^e circonscription - 3 %

L'AUGMENTATION DE LA QUOTE PART DE LA FRANCE AU FMI

VOTÉE SANS DIFFICULTÉ MAJEURE

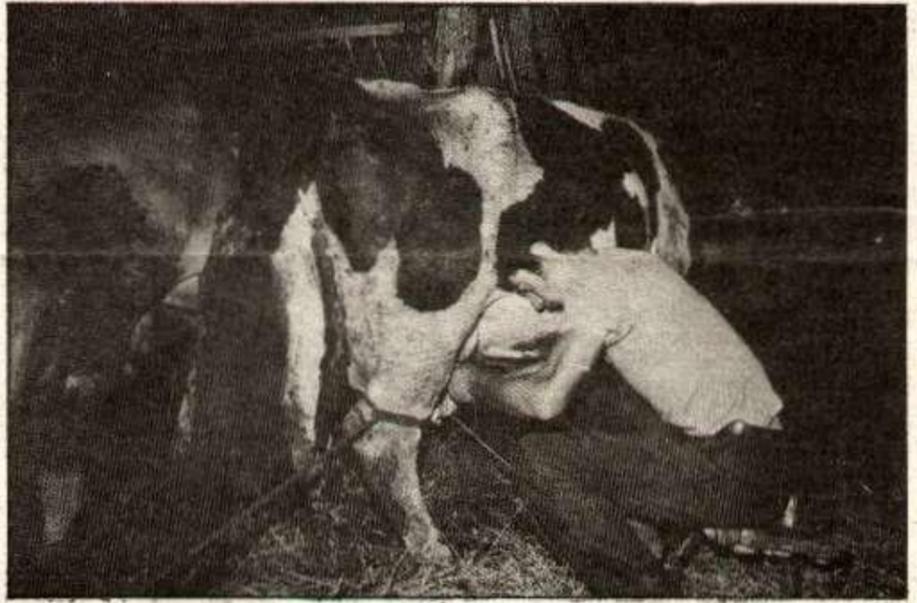
Conformément à ce qui était attendu, la décision d'augmenter la quote part de la France au FMI, n'a pas posé mardi de problème majeur au gouvernement. Malgré la «question préalable» posée par le groupe PS et «l'exception

d'irrecevabilité» demandée par le groupe du PCF pour «l'inconstitutionnalité», le texte est passé. Le PCF a profité de l'occasion pour dénoncer l'attitude du RPR. Il lui reprochait en l'occurrence de «prétendre ne pas approuver les ac-

cords de la Jamaïque mais de les ratifier de fait en votant le projet de loi du gouvernement.» Le PCF a alors exigé que le scrutin soit public afin de contraindre le RPR à prendre publiquement position.

Le RPR autrefois s'était fait remarquer par des déclarations enflammées contre la ratification de ces accords. Pour justifier son changement d'attitude, il avance deux arguments: en premier lieu, les accords très techniques sont entrés en vigueur avant même la ratification, dès le début du mois; par ailleurs, «la portée des changements qu'elle entraîne sont mineurs.» En fait, il est probable que le RPR n'était pas certain de l'attitude de tout son groupe parlementaire et qu'il voyait mal comment expliquer largement sa position à propos d'un sujet aussi complexe. «C'est un mauvais sujet pour s'opposer au gouvernement» confiait Guéna à des journalistes lors du congrès du RPR.

LA CONDITION SOCIALE DES PETITS PAYSANS VUE PAR L'INSEE



Les statistiques actuelles, constate l'INSEE ne permettent pas de faire une étude approfondie de la paysannerie pauvre car elles ne déterminent pas même qui sont ces petits paysans, et ne peuvent pas prendre en compte des données telle que la taille de l'exploitation, le revenu, le logement, l'instruction, en les associant. Pourtant la troisième édition de «Données sociales» édition 1978 qui regroupe un ensemble d'informations statistiques, ouvre un chapitre sur «La condition sociale des petits paysans».

Stoléru les avait oubliés dans l'étude qu'il avait fournie à Giscard, avant d'être nommé ministre, sur «la pauvreté dans les pays riches». Il y a bien des paysans pauvres même pour les statisticiens! Ici, c'est la limite de 20 hectares en exploitation peu intensive qui est retenue, car elle approche la Surface d'Installation Minimum (SMI) qui sert de référence au ministère de l'Agriculture pour reconnaître à un jeune qui veut s'installer, le droit aux prêts du Crédit Agricole.

Il n'y a pas que les paysans représentant les survivances d'une agriculture d'autrefois, qui sont des paysans pauvres car comme tout agriculteur aujourd'hui, il faut qu'il investisse souvent au détriment de la consommation familiale. Ils sont contraints plus que les autres paysans à l'épargne forcée car ils se voient refuser l'accès au crédit plus souvent que les gros paysans.

Les jeunes sont les plus endettés et dans des proportions importantes par rapport à leur revenu: «Le remboursement des emprunts entraîne des privations d'autant plus importantes que le revenu est bas... Pour des exploitations bovines de 5-10 hectares, le montant des emprunts à court terme représente en 1973 près de la moitié du revenu de l'exploitation agricole.» Ces mêmes paysans doivent en plus rembourser des emprunts à moyen et long terme: «Lorsque la capacité d'épargne est faible, l'accumulation du capital matériel risque d'être encore plus une source

de privation — ou de sur-travail —, c'est-à-dire de diverses formes de pauvreté.»

Pourtant, un petit paysan pauvre peut être souvent propriétaire; mais sa fortune est constituée essentiellement de son outil de travail et ce «capital productif est d'un médocre rapport; il n'est pas source de pouvoir, il procure un minimum d'indépendance mais très peu de sécurité de revenu.»

Toutes couches confondues, les paysans ont consommé 20 % de moins que le reste de la population en moyenne, c'est

dire la misère des paysans les plus pauvres. Fait significatif, c'est toujours la nourriture qui constitue la plus forte part du budget.

Cette étude de l'INSEE insiste également sur la sous instruction et sur le fait que plus les paysans sont pauvres, moins ils ont de responsabilités syndicales, donc moins de possibilités de s'organiser pour se défendre.

Mais dans l'ensemble, tout cela laisse sur sa faim; car peu de données précises, utiles, et surtout pas d'analyse qui permette de discerner qui sont ces paysans, combien ils sont, et combien ils seront demain, quelle force ils constituent pour la lutte contre le système qui les exploite.

De ces manques, il ne faut pas s'étonner car la bourgeoisie qui dirige la recherche, pratique la politique de l'émiettement des informations et rend difficile tout rapprochement qui montrerait l'étendue de la misère du peuple.

Bernard PELO

Deux cents paysans manifestent dans les bureaux du FORMA

Venus par cars du Finistère, du Morbihan, de la Mayenne et de Loire-Atlantique, deux cents paysans ont occupé le FORMA (Fonds d'Orientation et de Régulation des Marchés Agricoles) à Paris mardi. Ces paysans ont répondu à l'appel des Fédérations Départementales des Exploitants Agricoles qui refusent le prélèvement de la taxe de co-responsabilité sur le lait. Notons que ces FDSEA s'opposent ainsi aux directives de la Fédération Nationale de Débatisse; l'une d'elle a d'ailleurs été exclue au dernier Congrès. Le FORMA dirigé par l'ancien ministre André Bord a pour tâche de récolter cette taxe qu'à de nombreuses occasions, les paysans ont rejetée; les coopératives qui refusent sur ordre de leurs adhérents de payer sont sanctionnées par le FORMA qui refuse de leur délivrer les aides habituelles si le montant de la taxe n'est pas acquitté. C'est pour protester contre cette mesure de rétorsion que les paysans étaient venus manifester mardi.

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225, 75 924 Paris Cedex 19

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cedex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication: Y. Chévet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire: 56 942

Hôpital de la Timoné (Marseille)

TOUT LE PERSONNEL EN GREVE

Le 11 avril, à l'appel de la CGT et de la CFDT, les travailleurs du CHU Timoné ont fait grève pour l'aboutissement des revendications suivantes :

— Paiement intégral des 13 heures pour tous.
— Embauche massive de personnel toutes catégories. Application des quarante heures avec deux jours consécutifs de repos pour tous.

— Salaire minimum de 2 500 F net au 1^{er} janvier 1978.

— Octroi d'une cinquième semaine de congés payés calculée sur cinq jours ouvrables, ainsi que pour les revendications spécifiques à chaque service et à chaque catégorie. La direction générale a fait connaître qu'elle payerait quatre heures aux catégories D, et trois heures aux catégories C, selon les directives gouvernementales. Le gouvernement répond que l'application des 13 heures est insupportable ! (c'est leur non application que ne supportent plus les travailleurs). Comme l'a souligné la CGT en accord avec la CFDT « il est impossible de se contenter de telles réponses. »

Alors que le 11 avril, les directions syndicales CGT et CFDT lançaient des mots d'ordre de grève ne concernant que le personnel des services de soin, spontanément la lutte s'est élargie à d'autres catégories : pharmaciennes, kinésistes, manipulatrices et manipulateurs, secrétaires... Tous et toutes se sont sentis solidaires comme ont été bien obligés de s'en rendre compte les responsables syndicaux : « Nombreux parmi nous n'ont pas pointé afin de faire savoir la force que nous représentons, sans même savoir si nous étions couverts par les directions syndicales. »

D'autre part, aux consultations, certaines catégories du personnel ont arrêté de codifier les actes, et d'autres n'ont pas fait payer les malades venant de l'extérieur. Cette solidarité a conduit, les directions syndicales, après discussion avec les travailleurs et les travailleuses, à ajouter sur les affiches que tous les travailleurs étaient couverts par les syndicats s'ils ne pointaient pas. Et ce n'est que le samedi 15 avril que les tracts syndi-

caux appelaient à la lutte unie pour une action revendicative commune, et une grève reconductible à partir du 15 avec un appel à la grève pour le 17 avril. Pour que la grève soit la plus efficace et la plus active possible, la CFDT de son côté proposait dès samedi

matin des moyens concrets pour prendre en main cette grève : diminution de la charge de travail, piquet de grève, grève administrative etc.

Ce sont les travailleurs et les travailleuses qui ont imposé l'élargissement de la lutte :

« A bas le cloisonnement des catégories, les revendications sont communes à tous, c'est autour d'elles que le personnel uni peut gagner ! »

Corr. CGT TIMONÉ



Le succès de la coordination des luttes marquera-t-il l'entrée en lutte des hôpitaux de Paris ?

Lyon et Marseille

GREVE DES CONDUCTEURS DE MÉTRO

Mardi à Lyon et mercredi à Marseille les conducteurs des métros de province refusent de travailler au rabais, ils marquent leur mécontentement par des grèves.

Mardi le nouveau métro de Lyon devait être ouvert gratuitement au public, les conducteurs ne l'ont pas entendu ainsi car ils exigent d'être payés au même indice que leurs camarades parisiens. Leur mouvement reprendra certainement le samedi 22 avril pour la seconde journée d'essais et l'inauguration par Giscard le 28 avril sera compromise si satisfaction ne leur est pas apportée. A Marseille, c'est sur les mêmes bases que le mouvement s'est engagé mercredi.

**Achetez
Le
Quotidien
du Peuple
tous
les jours
dans
le même
kiosque**

Grève pour le 13^e mois à Sofapain

La plupart des 160 ouvriers de cette usine de panification (fabrique industrielle de pains) contrôlée par des capitaux anglais, ont décidé jeudi dernier de se mettre en grève reconductible pour obtenir le 13^e mois que le patron refuse. A la tête de l'entreprise, les frères Michel par ailleurs patrons du plus gros groupe immobilier de la région, la SNCI. Ces messieurs habitués des méthodes de choc, ont une nouvelle fois montré leur conception de leur relation avec leur personnel : refus de négocier, constat d'huissier, demande d'expulsion des grévistes, lock-out, annonce de 20 licenciements, si ce n'est la fermeture totale de l'usine. Selon eux la grève est téléguidée et politique (refrain connu)... Elle a révélé en tout cas les menaces qui pesaient sur le personnel de ce patron qui semble-t-il n'a pas encore digéré les sommes colossales qu'il avait investies en pure perte dans la promotion d'un candidat aux dernières élections municipales.

130 ouvriers sur les 167 salariés de l'usine UNALIT à St Usage sont en grève depuis sept jours pour des augmentations de salaire, en particulier pour le travail posté ou de nuit. Les négociations sont retardées par l'absence du PDG.

Action dans les PTT et à l'hôpital de Novilars

Des grèves sectorielles suivies à 80 % ou à 100 % ont eu lieu dans les postes à Besançon et à Montbéliard pour l'augmentation des effectifs et l'amélioration des conditions de travail. (La réduction de la semaine de travail à 36 h en particulier). Cette dernière revendication a déjà été obtenue au central téléphonique de Belfort, du Havre et d'Evreux. D'autres grèves sectorielles sont prévues pour le 27 avril.

Le personnel CGT de l'hôpital psychiatrique de Novilars a manifesté et fait signer des pétitions pour protester contre la dégradation des conditions de travail et l'insuffisance du personnel.

NOUVELLES DE FRANCHE-COMTE

Chômage et luttes dans le textile

Après Lucco à Dôle, d'autres usines à Chalon sur Saône et en Haute-Saône, la série continue : on annonce la fermeture de la filature de coton La Savoureuse, à Miro Giromagny dans le territoire de Belfort : 110 licenciements (pour la plupart des femmes), à la suite de la restructuration du groupe Guerry Duberay, société lyonnaise qui avait déjà supprimé l'an passé l'atelier de confection du Creusot. Près de Dijon, on licencie aussi 150 femmes (pour la plupart) dans un atelier de confection la St-Eram à Chenove (Côte d'Or).

L'horlogerie : tout va bien... mais les dépôts de bilan continuent

Il ne se passe pas une semaine sans que la presse locale et FR 3 ne passent des communiqués triomphants et claironnants à propos de l'industrie horlogère franc-comtoise qui ne serait pas si malade que l'on dit. Il y aurait une exception, l'arbre mort qui cache la forêt vivante. La réalité offre une autre image : le même jour, deux entreprises importantes du Haut-Doubs déposaient leur bilan : il s'agit d'abord de Mercier à Mortau, et de Sandoz à Ferrière aux Funs à côté de Mortau également. Pourtant cette entreprise a toujours été présentée comme un symbole de réussite technique et de compétence, de compétitivité internationale depuis qu'elle avait été reprise par le jeune patron dynamique Dominique Sandoz. L'explication officielle de ce revirement serait l'annulation d'une grosse commande américaine (80 % des boîtes étaient vendues à des sociétés américaines), sur les 320 travailleurs que Sandoz réembauchait en 1976,

combien en restera-t-il ? Pas beaucoup certainement alors qu'il n'y a pas si longtemps les patrons de la région avaient le culot de se plaindre de manquer de main-d'œuvre du fait des frontaliers !

La métallurgie franc-comtoise n'est pas à l'abri non plus des licenciements : au sud du Jura, les licenciements des quelques 250 salariés de Filloz se confirment tandis qu'au nord de la Franche Comté, les établissements Levy ferment et licencient 130 personnes dont 60 à Baujeaucourt. Des dépôts sont également menacés en Moselle, dans la Loire et la région parisienne et à Mulhouse.

L'Héritier : 500 travailleurs dans la rue contre le chômage

Près de 500 travailleurs de diverses filiales de l'entreprise l'Héritier Sopreba (bâtiment) ont manifesté dans les rues de Besançon pour protester contre l'incertitude sur l'emploi du millier de travailleurs (pour la plupart immigrés) de cette entreprise en règlement judiciaire. L'inquiétude s'est renforcée au fil des semaines puisqu'au début, le patron annonçait que la société Bouygues apporterait simplement « à titre amical » sa collaboration financière à l'entreprise : rien de grave donc. Puis la participation de Bouygues se fit de plus en plus conditionnelle et on apprenait en fin de semaine que la décision du tribunal de commerce en faveur de la reprise par Bouygues avait été reportée de quinze jours pour permettre de faciliter en concurrence la SAE. Pour les syndicats CGT et CFDT, il est hors de question de prendre position pour l'une ou l'autre de ces solutions d'autant plus qu'aucun engagement ferme n'a été annoncé. Il s'agit au contraire de revendiquer le maintien de l'emploi à court et long terme et celui des avantages acquis. La situation est donc particulièrement grave pour tous les travailleurs des entreprises sous-traitantes.

Par ailleurs, les travailleurs de Zani, une autre entreprise de bâtiment de Besançon, ont débrayé pour protester contre l'annonce de 21 nouveaux licenciements après les 40 du mois de mars.

Viniprix**Pour les travailleurs, impossible de savoir à quelle heure se finira la journée**

«Je travaille dans une entreprise d'alimentation. Certains d'entre nous sont préparateurs, d'autres sont caristes (qualifiés ou non qualifiés). Les différentes difficultés que nous rencontrons sont de deux ordres : d'abord celles qui concernent le travail dans l'entreprise : nous savons l'heure à laquelle nous commençons, mais nous ignorons complètement l'heure à laquelle nous finirons. Toute la journée nous sommes rivés au travail.

Le préparateur qui fait 160 colis par heure est payé à 1 900 F et celui qui atteint 200 colis par heure perçoit un salaire supplémentaire de 400 à 600 F de plus que le premier. Il y a une quantité de travail minimum à fournir journalièrement et celui qui a fini sa journée de travail et arrête de

travailler, est sanctionné si la quantité de travail décidée par le patron n'est pas finie : mutation d'équipes, déclassement, avertissements, diminution sur le salaire, suppression d'avances, etc.

Pour faire entendre nos revendications, nous nous heurtons à des murs... Menaces de graves sanctions pour peu qu'on lève le petit doigt et qu'on cherche à se faire entendre. Au mois de janvier 78, un camarade avait été hospitalisé pour une raison de santé. Une fois revenu, les patrons l'ont menacé soit de le déclasser ou soit de le licencier : finalement et malgré lui, il a «choisi» la première solution et bien entendu son salaire est passé de 1 900 F à 1 700 F».

Témoignage
d'un travailleur

IL Y AURA UN 1^{er} MAI SYNDICAL

Il y aura un premier mai syndical à Paris, cela vient d'être annoncé. On avait craint un moment que la polémique qui fait rage actuellement entre les directions confédérales CGT et CFDT se solde, entre autres conséquences, par une absence de mots d'ordre pour le 1^{er} mai. Une base d'accord semble être trouvée à moins de deux

semaines du 1^{er} mai. D'un point de vue d'ensemble, aucun appel n'a été lancé par les confédérations au niveau national. L'accord conclu à Paris s'est fait entre les Unions régionales CGT et CFDT de la région parisienne. Visiblement, les directions confédérales ne veulent pas que cette traditionnelle journée internationale de lutte des travail-

leurs soit une large mobilisation. Edmond Maire n'a pas craint cependant d'affirmer dernièrement que d'une certaine manière on se trouvait dans une période comparable à l'avant mai 68. Pourtant, à la direction CGT, on ne ménage pas les appels à l'action. Alors, pourquoi ne pas saisir cette occasion pour engager une

large mobilisation des travailleurs de toutes les branches ? Le faux argument de «l'abattement après la défaite de la gauche» cache mal l'absence totale de perspectives de lutte des directions confédérales. Les travailleurs qui participeront aux manifestations du 1^{er} mai, ne manqueront pas de le leur rappeler.

Castelnau-le-Lez (Hérault)**RÉPRESSION ANTI-SYNDICALE A LA CEMI**

Les travailleurs qui utilisent les baraquements de chantiers qu'ils construisent n'ont jamais été frappés par l'idée que Georges Daru était devenu un industriel prospère en leur construisant des taudis. Mais si on ne peut directement lui reprocher les conditions de vie sur les chantiers équipés par ses clients (Sonacotra, EDF,

SNCF, PTT), ses propres ouvriers ont quotidiennement à lutter contre ce patron qui n'aime pas les syndicats. Le patron de la Cemi (Compagnie européenne de menuiserie industrielle) a licencié 27 ouvriers sur les 115 de son entreprise. Comme par hasard, 24 sont adhérents de la CGT parmi les plus actifs. On comprend mieux ces licen-

ciements quand on sait que Daru pratique le plan Barre à la perfection (bas salaires, licenciements fréquents) et même un peu plus quand il ne paye pas la taxe d'apprentissage ni la participation au fond de formation, etc. La grève des travailleurs, de cette entreprise a permis de premiers résultats, 8 % d'augmentation pour une

partie des ouvriers mais rien pour les conditions de travail des chauffeurs. Pour essayer de justifier les licenciements, le patron fait du chantage : «Si je garde tout le monde, je vais être obligé de diminuer les salaires à l'ensemble du personnel». C'est là un langage que les travailleurs ne veulent pas entendre.

ILS LUTTENT**Calmant (Vosges) : 3 mois d'occupation contre le chômage**

Les 160 travailleuses de l'entreprise textile Caimant, à Cornimont, dans les Vosges occupent leurs locaux de travail depuis le mois de janvier. Elles refusent ainsi leurs licenciements consécutifs au dépôt de bilan intervenu à cette époque. Elles viennent de tenir une journée «portes ouvertes» pour faire connaître leur mouvement. Au cours de cette initiative, elles ont remis en route une chaîne de production.

• Les travailleurs, tous immigrés, de l'entreprise Coignet à Rosny-sur-Seine, dans les Yvelines, occupent actuellement leurs locaux. Ils exigent une augmentation uniforme de 300 F. Coignet est spécialisé dans la fabrication de logements préfabriqués.

Victoire à Rotavator (Vienne)

Les 450 travailleurs et travailleuses de l'entreprise Rotavator à Loudun, dans la Vienne, viennent de reprendre le travail après une semaine de grève totale. Ils ont obtenu une augmentation de 150 F pour tous ainsi que 2,23% à compter du 1^{er} avril.

• Les travailleurs et travailleuses de la société Loyez (alimentation) à Gondcourt, dans le Nord, viennent à leur tour de cesser tout travail. Ils entendent obtenir la cinquième semaine de congés payés, une prime de vacances égale pour tous de 500 F, ainsi que le respect des engagements de la direction qui vient de réduire les horaires hebdomadaires de travail de 45 à 40 heures en «oubliant» toutefois de maintenir le même salaire !

• Grève également des élèves infirmiers et infirmières de l'hôpital Bichat à Paris, pour refuser leur utilisation en tant que main d'œuvre gratuite dans les services importants de l'établissement hospitalier.

• Grève des travailleurs métallurgistes de la société l'Havanat à Saint Bris des Bois, en Charente Maritime : les grévistes exigent la réouverture de l'usine.

• Les ateliers de l'entreprise chimique Amaca Lacq à Artix, dans les Pyrénées atlantiques, sont actuellement occupés par les ouvriers qui réclament l'abaissement de leur durée de travail de 41 h 30 à 40 heures, ainsi qu'une augmentation mensuelle de 270 F

• A Montpellier, l'entreprise Alland est occupée par les 450 salariés qui s'opposent ainsi à la fermeture.

Thomson (Malakoff) : 4^e mois de débrayages contre le rendement

Continuation des débrayages qui se déroulent depuis plus de trois mois à l'usine Thomson, de Malakoff. Rappelons que les ouvrières sont en grève contre le travail au rendement. Les débrayages qui étaient au départ d'un quart d'heure par jour, sont passés maintenant à deux heures, devant le refus de la direction de céder.

Les grévistes refusent plus longtemps les cadences qui, ont en plus pour conséquence, si elles ne sont pas atteintes, un retrait sur le salaire pouvant aller jusqu'à 400 F. Autrement dit, le salaire mensuel peut parfois avoisiner les 1 500, en toute «légalité» !

Kiwi (Sotteville les Rouen) : 21 % d'augmentation !

Les 170 ouvrières de l'entreprise de cirage Kiwi, à Sotteville les Rouen, viennent de reprendre le travail après une semaine de lutte avec occupation. Et elles rentrent au travail avec une victoire appréciable, qu'on en juge : les travailleuses ayant des salaires inférieurs à 2 400 F, toucheront 200 F de plus par mois, celles ayant des salaires inférieurs à 2 600 F recevront elles, une augmentation de 150 F. Enfin, pour les ouvrières touchant plus de 2 600 F, ce qui est rare, une augmentation de 100 F a été arrachée.

Mieux : ces augmentations à compter du 1^{er} avril, seront doublées le 1^{er} juin ! 21 % donc d'augmentation au maximum pour les plus bas salaires.

En outre, la prime de fin d'année est augmentée de 500 F. Au cours de la lutte, les ouvrières ont fondé une section syndicale CGT.

General Motors (Strasbourg) : deux délégués réintégrés

On se souvient que l'inspecteur du travail avait refusé le licenciement de quatre délégués sur cinq, suite à la grève. La General Motors avait cependant refusé la réintégration effective de ces quatre délégués et les avait refoulés lorsqu'ils s'étaient présentés la semaine dernière au travail. Après une nouvelle entrevue avec l'inspection du travail, la General Motors vient de réintégrer effectivement deux délégués. Elle effectue néanmoins un recours hiérarchique auprès du ministère du Travail. Ces deux nouvelles réintégrations viennent après celles de onze ouvriers et de trois délégués. Elles prouvent que les travailleurs de General Motors ont eu raison de ne pas baisser les bras et de continuer la lutte. Elles sont autant d'encouragement pour les autres travailleurs. Ces réintégrations affaiblissent la position de la direction qui est de moins en moins capable de justifier les licenciements auxquels elle a procédé. La mobilisation continue dans l'entreprise pour obtenir la réintégration des autres licenciés. Dans les jours qui viennent, des initiatives seront proposées aux travailleurs.

Rhône-Poulenc Vitry : action pour l'embauche des intérimaires

A Rhône Poulenc on continue de restructurer. Dans le secteur PPC, la production baisse depuis que Vulnax, société créée par Rhône Poulenc avec participation de capitaux anglais (ICI), a repris le secteur. Le bâtiment 123, ultra neuf, ne sera pas utilisé avant l'année prochaine, la direction ne voulant pas lancer la fabrication de nouveaux produits.

Tout cela s'accompagne d'embauches et de licenciements. Eh oui, à RP Vitry, on embauche et on licencie en même temps. Avec les mises à la retraite anticipée des travailleurs qui ont plus de 60 ans, on embauche des intérimaires. Et avec la réorganisation de certains secteurs on licencie... des intérimaires.

C'est là-dessus que se porte le redémarrage de la lutte dans l'entreprise : un tract CFDT-FO demande l'embauche de tous les intérimaires. Plusieurs délégations CGT - CFDT - FO auprès de la direction ont permis l'embauche définitive de certains intérimaires.

Corr. Vitry

Le retour de Saïd Smihi

VICTOIRE CONTRE L'ARBITRAIRE, LA LUTTE CONTINUE !

Expulsé arbitrairement le 29 octobre 1977, Saïd Smihi était de retour en France le lundi 17 avril. Cinq mois et demi de lutte, une victoire. Une victoire qui montre que seule la lutte peut faire reculer le pouvoir, un exemple pour mener d'autres batailles contre l'arbitraire et la répression, dont sont plus particulièrement victimes les travailleurs immigrés. Le comité de soutien pour le retour de Saïd tenait une conférence de presse le mardi 18 avril.

Six heures du matin, le 29 octobre 1977, Saïd est arrêté sans motif, sans qu'il ait le temps de prendre ses papiers, sans possibilité de joindre son avocat, il est mené à l'aéroport d'Orly : direction l'Algérie. Face à cette nouvelle injustice, la mobilisation ne tardait pas à se faire, et Bonnet lâchait comme prétexte à cet enlèvement les menées «activistes de l'étudiant marocain Smihi, en faveur du peuple sahraoui». Un prétexte bien singulier qui cachait mal la collaboration

que Saïd était expulsé, comme celui-ci en a eu confirmation dans le début du mois d'avril. Saïd, en effet n'est pas un inconnu du gouvernement réactionnaire du Maroc ; lors du procès de Casablanca en 77 contre des révolutionnaires et des opposants de ce régime, Smihi était condamné à l'emprisonnement à perpétuité par contumace. Le véritable motif de l'expulsion était là.

Face à cette nouvelle attaque caractérisée contre les droits démocratiques, la mobilisation se réalisait rapidement, et parallèlement une bataille juridique se déclenchait. La mobilisation réussissait à regrouper de nombreuses organisations tant françaises qu'étrangères et permettait, dès lors, de créer un rapport de force indispensable pour mettre fin à cette mesure arbitraire. Latifa Smihi, épouse de Saïd, entamait une grève de la faim, le 4 avril qui développait davantage la mobilisation et le rapport de force : la victoire n'était pas loin.

Après le retour de son mari, Latifa expliquait «que contrairement à ce qu'affirmait une certaine presse,» elle n'avait «pas fait grève 15 jours pour rien. Cette grève je l'ai faite en tant que femme marocaine et en tant que femme immigrée pas seulement pour Saïd, mais pour m'associer à la lutte de mes compatriotes et pour montrer que les femmes ont leur place dans cette lutte». Mais la mobilisation doit continuer, pour le rétablissement de Saïd dans tous ses droits, en

effet pour l'instant il ne «bénéficie» que d'une carte de séjour de trois mois, et pour le retour des travailleurs mauritaniens, expulsés en même temps que Saïd. Deux de ces travailleurs, ont dû subir un séjour de trois mois dans les geôles mauritaniennes : à l'arbitraire du gouvernement français succédait la répression mauritanienne. Face à cette répression et cet arbitraire «nous avons démontré qu'il y a une force» affirme Saïd, «cette force créée dans l'unité des travailleurs français et immigrés, a montré qu'elle sait répondre à la répression et à l'oppression quotidiennes, et que le problème des libertés ne se résoud que par la lutte, la lutte unie !».

Pour le retour des travailleurs mauritaniens, pour l'abrogation des mesures Stoléru, pour que les travailleurs immigrés aient les mêmes droits que les travailleurs français, la lutte continue !

Grigny : la double face du PCF

La municipalité PCF de Grigny (Essonne) jongle avec les déclarations de son parti, et utilise maintenant une référence (celle du cadre de vie) qui commence à être galvaudée, pour mieux servir sa démagogie, et paraître comme soucieuse de ses électeurs. Elle n'hésite pas pour ce faire à expulser des nomades. Une attitude, qui montre la véritable nature du PCF, et de ses principes. Nous publions ci-dessous, des extraits d'une lettre envoyée par des antiracistes de cette ville.

Le PCF dénonce le racisme.

Le PCF défend les libertés !

Le PCF aide les opprimés à retrouver leur dignité.

Le PCF veut pour les plus démunis un statut et une vie sociale correcte.

Le PCF prêche l'égalité sociale.

QU'EST CE QUE CELA VEUT DIRE A GRIGNY ?

La municipalité (à majorité communiste) expulse des nomades sous prétexte : «du droit à la qualité du cadre de vie», de l'hygiène et de la libre utilisation des équipements publics ; pourtant, on peut

lire dans différentes revues et brochures du PCF de magnifiques professions de foi sur l'égalité sociale et le racisme. (Voir ci-dessous).

«... Dans toute son histoire, le parti communiste français n'a jamais levé la main sur une seule liberté (...) il a donné en toutes occasions et avec une abnégation totale, les hautes preuves de son dévouement à la cause de la liberté (...)». (G. Marchais)

Le racisme est une arme empoisonnée de la réaction qui sert à endiguer la prise de conscience des masses laborieuses, à les détourner de la lutte pour leurs droits économiques et politiques (...) La lutte contre le racisme est un devoir de toute l'humanité progressiste, un devoir sacré des travailleurs de tous les pays (...)

«... Nous accusons le régime capitaliste de mener une politique de ségrégation et de sélection sociale en tout domaine. (...) l'accusons de laisser se propager la haine raciale, d'essayer de diviser la classe ouvrière en opposant Français et Immigrés (...)

Des antiracistes Grignois

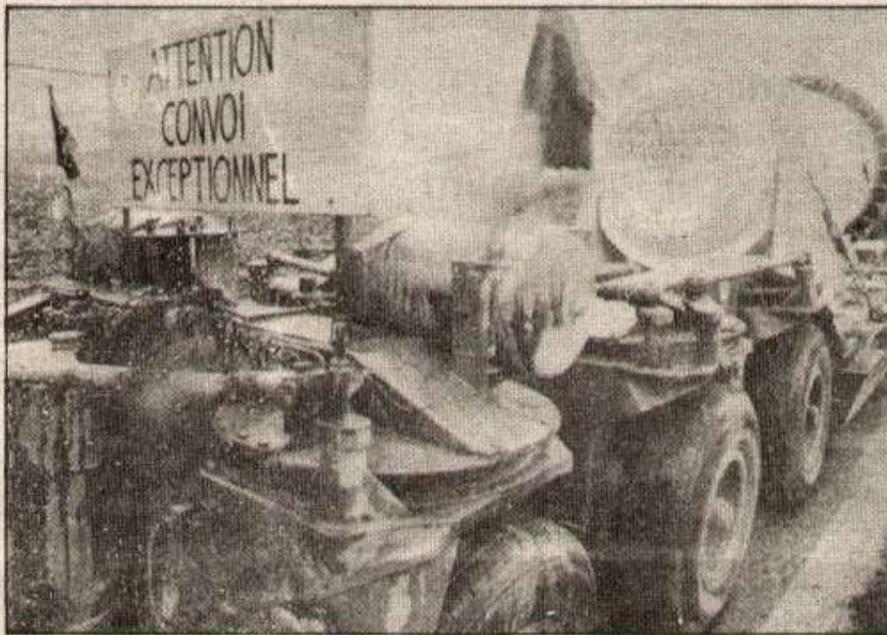
Un container de déchets radio-actifs accidenté

UNE EFFICACITE DOUTEUSE

Samedi 15 avril, à deux heures du matin, un wagon transportant des déchets radio-actifs était heurté au cours d'une manœuvre dans la gare de triage de Mezidon (Calvados). Alors que l'alerte est donnée immédiatement aux services concernés, il fallut attendre trois heures pour qu'arrive... un agent de la protection civile ! Quant aux pompiers et aux techniciens du CEA, ils ne viendront que plusieurs heures plus tard.

Certes l'accident semble sans gravité puisque les fûts contenant les déchets n'ont pas souffert, et que seul le container où ils se trouvaient a subi quelques dégâts. Ces déchets radio-actifs, qui ont passé plusieurs années à Marcoule, étaient dirigés vers l'usine de la Hague, où ils devaient être déposés.

Le syndicat CGT des cheminots de Mezidon exige «que soient revues les conditions de transport et de manœuvre de tous



Transport de produits radio-actifs : un danger permanent

les produits dangereux. Il dénonce la carence des services de sécurité et la lenteur de leur intervention. Il réclame qu'une

enquête soit diligentement menée».

Un nouvel accident qui montre les dangers que nous font courir chaque jour ceux qui sont plus préoccupés de leurs profits que de la sécurité des populations. Chaque jour en effet ce sont des tonnes de produits dangereux, nocifs, ou radio-actifs qui sillonnent le pays, et cela sans mesures qui garantissent une sécurité effective. Pour les déchets nucléaires leur tonnage transporté va sans cesse croissant, de par la multiplicité des cen-

trales, et du fait que la France est devenue la poubelle nucléaire du monde. Les déchets viendront maintenant de Suisse, de Belgique, d'Allemagne, multipliant d'autant les risques... Quant au plan Orsec-Rad, en cas d'accident, on a tout lieu de douter de son efficacité, lorsque l'on voit le temps nécessaire au déplacement d'un agent de la protection civile, et que par ailleurs nous avons pu juger de «l'efficacité» d'un autre plan : le plan Polmar contre la marée noire.

COLORANT : ON REPARLE DE LA TARTRAZINE

Un nouveau colorant est mis en accusation. C'est la tartrazine qui porte le numéro E 102 dans la nomenclature des colorants. L'Académie de médecine elle-même en demande l'interdiction pure et simple à Simone Veil. Colorant de couleur jaune, il est beaucoup utilisé dans la confiserie, ainsi que dans de nombreuses denrées alimentaires, et même... dans les médicaments. On soupçonnait la tartrazine de provoquer des troubles respiratoires et des allergies de peau. Mais il a fallu attendre les expériences du professeur Gounel en janvier pour que la très officielle Académie de médecine s'émeuve des dangers encourus par les consommateurs (dont beaucoup d'enfants). Ce professeur a montré qu'un milligramme d'E 102 provoque des réactions telles qu'une thérapeutique d'urgence est nécessaire. Un milligramme, c'est la dose que contiennent deux bonbons de 5 grammes fortement colorés, ou 100 grammes de bonbons fortement colorés.

INCUPLATION DU DIRECTEUR DE L'HOPITAL DE PONTOISE

Le 8 novembre 1977, un enfant de deux ans et demi, venu à l'hôpital pour une otite, laissé sans surveillance par manque de personnel et de service spécialisé, était tombé dans une des cages de l'ascenseur de l'hôpital. Mardi, quatre cadres de l'hôpital ont été inculpés d'homicide involontaire : le directeur de l'hôpital, son adjoint chargé de la sécurité, deux membres du personnel responsables de l'entretien des monte-charge. Ils encourrent théoriquement des peines de deux mois à deux ans de prison et une amende de 1 000 à 20 000 F.

LES MEDECINS DE LYON CONTRE LE CONSEIL DE L'ORDRE

Quarante-neuf médecins refusent dans le Rhône de payer leur cotisation au Conseil de l'Ordre des médecins. Deux d'entre eux ont été jugés par le tribunal d'instance de Lyon mardi. Les médecins considèrent que le fait de refuser la cotisation pour opinion politique divergente avec l'Ordre ne doit pas constituer une faute. Le jugement sera rendu le 30 mai 1978.

Communiqué

Un collectif anti-marée noire se met en place dans le 19^e pour organiser l'information et la mobilisation.

Toutes personnes, groupes, associations, Unions locales et sections syndicales intéressés sont invités à participer à la première réunion :

Jeu 20 avril à 20 h 30
9 rue du Pré St Gervais 19^e
M^o Place des Fêtes

LA POLLUTION DE LA MER

LA MER POUBELLE

Un nouveau Minamata, impossible ?

● Spectaculaires ou invisibles, permanentes ou accidentelles, les pollutions de la mer ne cessent de s'aggraver. Immense source de richesses, la mer qui couvre les deux tiers du globe a donné la vie aux civilisations. Par sa fonction irremplaçable dans le cycle de l'eau et la production d'oxygène, elle est indispensable à la vie. Cela n'empêche pas les capitalistes qui ont fait leur la formule «après moi, le déluge» d'y apporter la mort. Pollution physique : réchauffement de l'eau par les centrales nucléaires, surexploitation des stocks vivants, travaux insensés d'aménagement genre Marinas ; chimique :

Le choléra en Europe, impossible. Avec les progrès de l'hygiène, les grandes épidémies n'avaient-elles pas à tout jamais disparu des pays européens ? L'été 73, à Naples montra que non. Plusieurs centaines de cas signalés, une trentaine de morts. Toutes les victimes avaient consommé des fruits de mer porteurs de germes du choléra. Au départ : la pollution par les égouts. Venue de la terre, la pollution y était renvoyée au centuple : on ne pollue pas la mer impunément.

La méditerranée, bouillon de culture

Moins spectaculaire que le choléra, la gastro-entérite n'en entraîne pas moins la mort de 1 200 personnes par an dans la population côtière du Sud de l'Italie. Tandis que le taux de morbidité thyphoïdique est de 0,4 pour cent mille habitants en Grande-Bretagne, il atteint 53,3 en Espagne. Dans tous les cas, la responsabilité vient de la pollution par les égouts. Colibacilles, streptocoques, virus et germes pathogènes de toutes sortes abondent dans les eaux côtières. Peu de stations d'épuration, et encore leur efficacité n'est-elle pas parfaite. En guise de lutte contre la pollution, des solutions de facilité : on détruit des émissaires qui se déversent un peu plus loin. On nettoie les plages (pas toujours) en enlevant les papiers gras ou les morceaux de bois, mais on laisse les estivants se baigner dans un bouillon de culture, qui, lui, ne se voit pas à l'œil nu.

Les hommes ne sont pas seuls touchés. Les fruits de mer sont particulièrement sensibles à la pollution d'origine microbienne. C'est ainsi qu'en 1975 la zone de l'étang de Thau, riche en coquillages, a été déclarée «zone sinistrée» pour cause de pollution et la production arrêtée pendant deux mois.

La mer en effet ne peut éliminer d'elle-même la quantité grandissante de germes pathogènes qu'elle reçoit. Particulièrement en Méditerranée, où les eaux sont chaudes ou tièdes, le pouvoir auto-épurateur de la mer est une mystification. A propos d'un prétendu pouvoir antibactérien et antibiotique de l'eau de

mer, un expert de l'Organisation Mondiale de la Santé déclare : «Aucun des arguments présentés pour le démontrer n'entraîne la conviction. Un long passé de recherches (...) , l'expérience épidémiologique, la recherche systématique des bactéries pathogènes et des virus dans les mers, commencées depuis 80 ans et inlassablement poursuivies jusqu'à nos jours, apportent des conclusions qui s'opposent formellement au concept d'une activité antibiotique ou bactéricide de la mer» (cité dans *Mort de la Méditerranée* de Claude-Marie Vadrot, éditions du Seuil). Si les rejets des égouts continuent, l'avenir est alarmant. Selon le commandant Cousteau : «Si la tendance actuelle se poursuit, seules les bactéries porteuses de maladie pourront survivre en Méditerranée. La dimension du désastre qui nous menace dans quelques décennies est difficile à imaginer». (1975, déclaration aux Nations Unies).

Un nouveau Minamata impossible ?

Plus que la pollution bactérienne, la pollution chimique s'avère redoutable. Au premier rang des produits toxiques, on trouve les métaux lourds, cadmium, chrome, vanadium, plomb et mercure. Plutôt que de traiter leur rejets, les industriels préfèrent considérer la mer comme leur poubelle. Et là encore la Méditerranée est sévèrement

touchée. Le merlan y est huit fois plus chargé en mercure que celui de l'Atlantique. Selon Pier-



Dans cette pêche, 40% des poissons sont nécrosés (c'est-à-dire que certaines parties de leur corps sont mortes)

re Nounou, chef du département de lutte contre les pollutions marines au CNEOX (Centre Na-

tionnel pour l'Exploitation des Océans) «il ne faut pas oublier que la Méditerranée par nature contient beaucoup plus de mercure qu'une autre mer. Pourquoi ? Parce que du mercure s'échappe des couches géologiques et que les volcans, en particulier l'Etna, déversent par leurs fumées des quantités considérables de mercure. Les rejets telluriques ne sont pas tellement en cause. Car les rejets de mercure sont actuellement interdits. Les usines qui déversent depuis des années vont progressivement vers l'arrêt des rejets de mercure. D'après les recherches effectuées par le Réseau national d'observation, les espèces comestibles ne recèlent pas des teneurs de mercure excessives». On remarquera dans cette déclaration optimiste que l'Etna ne semble pas le seul responsable puisque les capitalistes pollueurs sont invités à cesser «progressivement» leurs rejets. On aimerait obtenir des propos aussi rassurants pour les déversements de «boues rouges» (déchets de bioxyde de titane) en Baie de Seine, ou devant Calais, chargées elles aussi en métaux lourds. Mais cette fois la réponse de M. Pierre Nounou est plutôt inquiétante : «Les rejets ne se font pas de la même façon que ceux de la Montedison italienne. Elle rejette au large par immersion. Au Nord de la France cela se fait par émissaire. On ne met pas les choses au même endroit». Alors on ne fait que déplacer la pollution ? «Par émissaire, on peut éventuellement traiter. Il y a des problèmes économiques qui entrent en jeu». Certes ! Des «problèmes» que plus concrètement on peut désigner en la personne des capitalistes pollueurs ! De la part d'un responsable de la lutte contre les pollutions on aimerait plus de certitudes sur les dangers des boues rouges. Nous verrons plus loin que les pêcheurs eux en ont, des certitudes...

La mer, poubelle atomique

Comme les autres industries, l'industrie nucléaire a ses déchets. En plus des déchets à haute activité issus de la fission nucléaire, il faut ajouter tous les matériaux qui d'une façon ou d'une autre ont été contaminés : cela va des gants aux tuyauteries, plus les boues diverses produites par le retraitement des effluents radioactifs dans les centres. Avec le développement des programmes nucléaires, la quantité des déchets croît de façon sensible. Stocker à terre ? C'est une solution, mais qui a ses limites. Alors on a songé «tout naturellement» à la mer : vaste et profonde, ne peut-elle pas contenir autant de tonnes de déchets que l'on voudra ! C'est ainsi qu'en juin et juillet 76, 6 700 tonnes de déchets radioactifs anglais, belges, hollandais et suisses sont immergés par 4 500 mètres de fond dans le Nord-Est de l'Océan Atlantique. En 67, 11 000 tonnes l'avaient été dans l'Océan Atlantique Oriental. Les pays européens appellent cela un «exercice communautaire». Qui fut renouvelé en 69 et 74.

La principale incertitude tient à la résistance des fûts par 5 000 mètres de profondeur. En 67, le rapport de l'OCDE signale les difficultés à manipuler des fûts français dont les couvercles menacent de fuir. En 69, la plupart des fûts ne disposaient pas de régulateurs de pression pour éviter qu'ils éclatent en s'enfonçant.

En 74, un contrôle avant l'immersion révèle une contamination d'une cale (50 fois la contamination admissible dans l'air). Les fûts sont tout de même immergés. Ces quelques faits donnent une idée des conditions de sécurité qui président à ces immersions ! Cela expliquerait-il l'arrêt de la participation de la France à ces opérations depuis 69 ? Même pas ; selon le ministre de la Qualité de la Vie «une des raisons essentielles de ce choix réside dans le fait que cette forme d'élimination est plus coûteuse que le stockage à terre»...

La mer n'est pas menacée seulement par les déchets, mais par l'implantation même des centrales nucléaires sur les côtes. Les centrales sont de grosses consommatrices d'eau. Elles la rejettent à la mer, mais plus chaude et fortement chargée en chlore, sinon en éléments radioactifs. Il en résulte un profond bouleversement écologique, la désertification des fonds marins sur un rayon de plusieurs kilomètres. En France, Flamanville sera la première centrale au monde si toutes les tranches prévues sont réalisées. La philosophie giscardienne en matière de pollution marine («il vaut mieux prévenir que guérir») ne fonctionne bien que dans les discours.

● Quatre ans après la visite du fantôme Thieu à Bonn, et les imposantes manifestations de soutien aux peuples indochinois en lutte qui l'avaient «accueilli», dix-huit manifestants, dont des militants du KPD, passent en procès depuis mars dernier, sous le prétexte d'avoir occupé l'hôtel de Ville. La tenue de tels procès aujourd'hui est une manifestation supplémentaire de la volonté du gouvernement d'Allemagne fédérale de balayer résolument toute contestation politique. Nous publions ci-dessous des extraits d'une déclaration de soutien, lancée par plusieurs intellectuels allemands, et qui circule actuellement en RFA.

Aujourd'hui, plus de quatre ans après la visite provocatrice de Thieu, 18 manifestants sont accusés à Bonn de «violation particulièrement grave de la paix du pays», pour avoir soi-disant participé à l'occupation de l'hôtel de Ville. Le parquet les a choisis plus ou moins arbitrairement parmi les milliers de manifestants.

Les inculpés sont menacés d'une peine pouvant aller d'un an minimum à dix ans de prison. Des dommages-intérêts s'élevant à 150 000 DM sont réclamés dans un procès civil. La longueur prévue

de la procédure ainsi qu'une forte levée des témoins vont de plus charger les inculpés de dépenses exorbitantes.

Face au génocide, aux crimes de guerre, aux violations des Droits de l'Homme commis par les États-Unis d'Amérique au Vietnam, on ne pouvait que se féliciter de constater que des démocrates, des citoyens défenseurs du droit civil et des communistes, que des groupes-Vietnam issus des milieux religieux, des comités Vietnam et toute sorte d'autres groupes anti-fascistes et anti-impérialistes aux États-

RFA : 4 ans après la visite de Thieu

PROCES A BONN

Unis comme dans les pays de l'Europe de l'Ouest, aient opposés une résistance active à la visite d'État de Thieu. Tout cela imposait tout à la fois une solidarité élémentaire avec les victimes de la terreur fasciste, solidarité qui fut déjà après la prise du pouvoir du fascisme hitlérien en 1933 une source de force essentielle dans la lutte anti-fasciste et la défense des convictions fondamentales communes (...)

Tous les gouvernements fédéraux, qu'ils aient été formés par le CDU/CSU, par la «Grande coalition» ou par la coalition SPD/FDP, se sont tous,

chacun en son temps, placés du côté des USA, du côté de l'agression et de l'ingérence. Le fait qu'on accuse à présent des démocrates, des anti-impérialistes et des communistes de «violation particulièrement grave de la paix du pays» et qu'on exige d'eux 150 000 DM, après que la défaite des États-Unis au Vietnam est un fait accompli depuis 3 ans, est une provocation contre tous les hommes qui ont opposé une résistance à la guerre d'agression. On cherche, après coup, à faire condamner d'une façon exemplaire les fins politiques du mouvement.

Cette accusation est un

coup porté aux peuples, aux nations et aux états du Tiers Monde, pour lesquels la victoire du peuple vietnamien et la solidarité internationale, constituent une source de force et un encouragement dans leur lutte contre l'agression étrangère, la discrimination raciale, l'impérialisme et toutes les formes de dépendance, d'asservisse-

ment et d'hégémonie.

Pour toutes ces raisons, les signataires de cette déclaration apportent leur soutien aux inculpés, sans préjudice de leur opinion sur l'occupation de l'hôtel de ville. Passant outre les divergences politiques, ils exigent que l'accusation et les dommages-intérêts contre les 18 inculpés soient levés.»

Poussée soviétique, défensive américaine

L'ENJEU AFRICAIN (2)

● La politique africaine est devenue pour l'administration américaine un de ses dossiers-clés. Source d'approvisionnement essentielle de l'Occident, et de l'Europe en particulier, le continent africain où s'affirme la volonté d'indépendance authentique des peuples, est soumis à de fortes pressions soviétiques. Pour tenter de les contrer, les États-Unis dont la logique impérialiste a été largement mise à jour par la lutte anti-colonialiste des peuples, n'ont guère d'autre recours au-delà des discours sur une «nouvelle politique» vis-à-vis du Tiers-monde, que des marchandages plus ou moins honteux avec la super-puissance soviétique.

LES BOULEVERSEMENTS EN AFRIQUE

L'apparition du mouvement des pays du Tiers-Monde et son ancrage en Afrique ont coïncidé avec de profonds bouleversements dans les données de la politique américaine. La victoire des peuples indochinois a été l'un des fondements de la constitution de la force politique du Tiers-Monde. Elle a également contraint les États-Unis à se replier sur des régions qu'ils avaient relativement délaissées afin de maintenir leur position dominante dans le monde.

La crise du pétrole a mis en pleine lumière le rôle stratégique de l'Afrique, pour la garantie des approvisionnements de l'Europe en matières premières et d'abord en pétrole. La chute de l'empire d'Haïlé Sélassié en Éthiopie, la défaite du colonialisme portugais au Mozambique, en Angola, en Guinée-Bissau, le développement de la lutte armée en Namibie, au Zimbabwe et la poursuite d'un puissant mouvement de masse en Afrique du Sud, la décolonisation du Sahara occidental ont ainsi profondément bouleversé les données stratégiques en Afrique, contraignant les États-Unis à ré-examiner l'ensemble de leurs positions et à prendre leurs distances à l'égard des régimes racistes d'Afrique australe. Kissinger entreprendra ce remodelage de la politique américaine : il essaiera d'imposer un plan pour le Zimbabwe mais, celui-ci échouera parce qu'il visait d'abord à faire accepter le régime Smith. La politique de Kissinger

apparaîtra ainsi, surtout destinée à faire admettre le régime d'apartheid aux régimes africains, en encourageant le dialogue avec Prétoria.

LA PÉNÉTRATION SOVIÉTIQUE

Sur le continent, c'est un facteur important qui a motivé le renforcement de l'intervention américaine, le débarquement de 20 000 Cubains en 1975-76 en Angola, la pénétration en force des Soviétiques ont fait de l'Afrique un des foyers les plus actifs de la rivalité soviéto-américaine. La guerre d'Ogaden, que les Soviétiques ont provisoirement gagnée au début de 1978 grâce à plus de 10 000 soldats cubains et à une livraison d'armes énorme réalisée à l'aide d'un pont aérien qui a mobilisé un tiers de la flotte aérienne soviétique, ont permis à Moscou de prendre pied en Éthiopie et de prétendre à la domination de la corne de l'Afrique.

La politique de Kissinger à l'égard aussi bien de la volonté d'émancipation des peuples africains que de la brutale poussée soviétique s'était avérée impuissante. Aussi en arrivant au pouvoir Carter se voulait avec Brzezinski, l'initiateur d'une politique nouvelle fondée sur la reconnaissance des revendications des pays du Tiers-Monde, afin de les lier plus étroitement aux États-Unis, et de constituer ainsi, estimait-il, une force de résistance à la poussée soviétique. «Rien ne serait plus néfaste pour les États-Unis que de se mettre en position d'ultime rempart des restes de la suprématie blanche en Afrique... cela mettrait contre nous toute l'Afrique et la plupart des pays afro-asiatiques».

C'est ce «réalisme» que voulait «vendre» Carter en Afrique, mais il avait déjà à son passif les tentatives d'application, depuis plus d'un an, de cette «nouvelle politique».

LE «SCEPTICISME» AFRICAIN CONTRE WASHINGTON

Carter n'est pas parvenu à vaincre le «scepticisme» que faisaient naître ses propos à l'égard de l'Afrique du Sud. Ses interlocuteurs africains attendaient des actes. Du coup, la stratégie américaine consistant à rassembler sous le «leader ship» US les pays du Tiers Monde eut peu de succès.

Les commentateurs américains ont présenté sous toutes ses coutures l'idée selon laquelle «l'entente avec les Noirs... pourrait enrayer la tactique soviétique de jouer sur les sentiments raciaux pour accroître la pénétration communiste en Afrique» (Herald Tribune)

«Même des gouvernements se réclamant du nationalisme comme celui du Mozambique savent qu'ils ont peu à attendre de Moscou et de la Havane qui ne menace leur indépendance. Le puissant courant du nationalisme africain est la meilleure preuve que les déclarations politiques de Carter sont opportunes» (New York Times). Le problème est que ces déclarations n'ont pas convaincu de la bonne foi de Washington, et que de ce fait le Nigéria par exemple, lors du récent voyage du président américain, s'est montré peu enclin à participer à une stratégie mise au point par Washington. Il y a le fait que l'attitude américaine à l'égard de l'Afrique australe n'offre aucune garantie pour l'avenir. Il y a le fait aussi, que l'URSS cherche au maximum à tirer parti de certaines contradictions au sein du continent africain. Le communiqué final qui a été publié à l'issue de la visite américaine au Nigéria n'a nullement mentionné l'agression soviétique en Afrique et la nécessité d'y faire face. A cela plusieurs raisons ont été données. D'abord que le Nigéria, président de la commission des bons offices de l'OUA pour la Corne de l'Afrique, était aussi mal placé pour s'engager sur ce terrain. Ensuite que le Nigéria, compte tenu particulièrement de sa propre histoire (cf. La guerre de sécession du Biafra), ne voulait à aucun prix que le principe des frontières héritées de la colonisation soit remis en cause. Il reste que pour nombre de régimes africains, la légitimité qu'ils reconnaissent à l'Éthiopie sur la question des frontières a largement été exploitée par les agresseurs soviéto-cubains pour faire «légitimer» leur intervention.

En 1975, c'est le rejet de l'Afrique du Sud qui intervenait en Angola qui avait facilité l'admission pour une partie de l'opinion africaine, du corps expéditionnaire cubain.

(à suivre)

Grégoire CARRAT

Irlande du Nord

300 PRISONNIERS EN LUTTE POUR LE STATUT POLITIQUE

● Il y a aujourd'hui plus de deux mille prisonniers de guerre irlandais. Parmi eux près de 300 hommes et femmes au camp de concentration de Long Kesh et à la prison d'Armagh n'ont plus le statut politique. Ils sont nus dans leur cellule — dans le sinistre block H — et totalement isolés, certains depuis 18 mois. Le témoignage que publie sur leur vie *Irlande libre* a pu sortir exceptionnellement du camp.

«Nous approchons la fin d'un autre mois ici au Block H au camp de Long Kesh.

Près de 300 d'entre nous n'ont qu'une couverture à titre de protestation pour obtenir le statut politique.

Cette protestation commença en septembre 1976 quand les premiers prisonniers de guerre républicains, qui furent condamnés après le 1^{er} mars de cette année-là, se virent retirer le statut politique. Ils refusèrent d'accepter le statut de droit commun, refusant d'en porter l'uniforme qu'on voulait leur imposer. Ils furent déshabillés et mis au secret dans une cellule qu'ils ne quittent jamais 24 h sur 24; les repas leur sont servis dans cette cellule, et ils n'ont qu'un pot pour leurs besoins naturels. Ils ne reçoivent ni courrier, ni visite, ni livres, ni radios, ni cigarettes.

notre lutte.

Bien que nous souffrions notre moral est bon.

Chacun a un désir particulier : avoir une promenade, un livre, du papier ou une cigarette. Il nous suffirait alors pour l'avoir de nous conformer à leur règlement. Mais comme toujours, dans les moments les plus durs, quel qu'un propose quelque chose d'original (...)

Le moment le plus agréable de la journée pour nous, c'est le soir. C'est alors que la population du Block H s'éveille; les hommes commencent à plaisanter, s'interpellent derrière les portes des cellules, les conversations se développent, les nouvelles s'échangent, l'air de la prison s'anime.

Le passe-temps favori, lors de ces soirées, ce sont les discussions (...). Certaines discussions se transformaient en débat qui

Si vous voulez écrire à un prisonnier irlandais au Nord, envoyez vos coordonnées à :
Thérèse Perrotton,
15, rue des Fontaines,
74 100 Annemasse
qui vous mettra en rapport avec l'un ou l'une des milliers d'Irlandais (es) qui sont derrière les barbelés.
ILS, ELLES ONT BESOIN DE NOTRE SOUTIEN...

Les autorités voulaient arrêter ces formes de protestation avant qu'elles se propagent et décourager ceux qui pourraient les suivre.

Nous résistons depuis 17 mois et nous sommes 300; dans deux ans nous serons un millier.

C'est très dur ici. La lutte devient plus dure chaque jour, parce que les mauvaises conditions et les mauvais traitements contribuent à détériorer rapidement notre santé.

Nombreux sont ceux qui n'ont pas vu leur famille depuis des mois, ce que nous pourrions obtenir à condition d'abandonner

pouvait se poursuivre sur plusieurs soirées.

En dehors des discussions, nous organisons nos propres distractions tels des concerts, des «quizz». Nous avons un concert tous les quinze jours en plus d'une occasion particulière qui se produit lorsqu'un camarade porte «la couverture» depuis un an ou simplement pour remonter le moral.

IRLANDE LIBRE

Philippe CAMO
2, Place de l'Abbaye
94000 Créteil - France

INTERNATIONAL

Conférence de presse des dissidents est-européens à Paris

UNE CERTAINE CAUTION DE LA CGT

Quatre dissidents de pays de l'est ont donné mardi, à Paris, une conférence de presse axée notamment sur la constitution d'un syndicalisme libre dans les pays révisionnistes. Le tchécoslovaque Jan Letcinski, le polonais Smalar, et le roumain Paraschiv ont ainsi dressé

un vigoureux réquisitoire contre la répression qui sévit contre les masses populaires, dans leurs pays. Ils ont souligné la convergence de plusieurs mouvements : la contestation des intellectuels, celle de la classe ouvrière, celle des nationalités qui dénoncent de plus en plus massivement les violations



des libertés démocratiques les plus élémentaires. Ainsi, en URSS, l'initiative ouvrière de constitution d'un syndicat libre intervient alors qu'on assiste à une montée du mouvement des nationalités contre l'oppression comme en Géorgie ou en Arménie, par exemple.

surprise pour nous. Nous constatons cependant que les médias bourgeois ont fait un large écho à ce changement de la position de la CGT. Nous ne pouvons que regretter le dénigrement des syndicats socialistes.

La direction de la CGT, obligée de tenir compte du visage-repoussoir qu'offrent aux travailleurs, en France, les pays révisionnistes, et leurs syndicats, totalement inféodés à l'Etat, un visage bien mis en évidence par les dissidents — semble vouloir cependant, après avoir quitté le secrétariat de la FSM, éviter une rupture plus nette avec l'organisation internationale. Séguy, qui feint de découvrir aujourd'hui les atteintes aux droits syndicaux et démocratiques des travailleurs à l'est, reste l'un des porte-parole d'un parti, le PCF, qui estime qu'à Prague ou à Moscou, mis à part quelques «insuffisances», c'est toujours le socialisme. Et les tentatives des révisionnistes français, comme des réformistes, de «récupérer» l'initiative des ouvriers soviétiques, ne peuvent faire oublier une telle position.

Fait marquant : aux côtés de quatre dissidents qui donnaient leur conférence de presse dans les locaux de la FEN, étaient également présents à la tribune, des représentants, tous secrétaires confédéraux ou fédéraux de la FEN, de FO, de la CFDT et de la CGT. La présence de René Bidouze, secrétaire de la fonction publique CGT, soulignait la volonté de la direction confédérale de la CGT de se démarquer du syndicalisme patronné par le Kremlin. Une volonté exprimée par les déclarations de Georges Séguy au Congrès de la FSM, qui se déroule actuellement à Prague, et auxquelles la délégation soviétique a vivement réagi, déclarant notamment : «La position de la CGT présentée par Georges Séguy, n'a pas été une

SUD-LIBAN

Selon l'agence de presse locale «As-Sou Houfya», le 15 mars, trente villageois libanais de Kyam, près de Marjayoun, ont été massacrés par les soldats israéliens. Sur les trente victimes, toutes, sauf deux jeunes dont un infirme, étaient des personnes âgées, de 65 à 82 ans.

ZIMBABWE

Georges Simbi, porte-parole de Robert Mugabe, co-président du Front patriotique, a été assassiné par les racistes rhodésiens, alors qu'il rentrait chez lui, près de Fort Victoria. C'est l'état-major de Smith qui a annoncé la nouvelle.

URSS-USA

Cyrus Vance doit arriver mercredi à Moscou, où il entamera des négociations avec le ministre soviétique des Affaires étrangères, Gromyko, pour une relance des négociations sur la limitation des armements stratégiques. Les concessions américaines, notamment sur la bombe à neutrons, n'auront pas forcément réduit les exigences soviétiques.

Appel de V. Fainberg aux syndiqués français des P et T

«Je m'adresse aux syndiqués français des téléphones entre les mains desquels passe le trafic avec l'URSS. Ne cédez pas à la censure du KGB ! Elle a besoin de votre silence et de votre coopération pour rester efficace, mais aussi secrète. Aux dernières informations, tous les abonnés de Moscou qui jusqu'à maintenant nous transmettaient les informations sur le Mouvement des droits de l'Homme, les Groupes Helsinki ou le syndicat libre, ont vu leur téléphone coupé ou bien leurs conversations sont immédiatement interrompues. Il dépend partiellement de vous, de vos protestations qu'une situation normale soit établie. N'acceptez pas que la censure téléphonique de Moscou, trie les appels et interrompe ceux des dirigeants. Les syndiqués des téléphones britanniques refusent les explications de la censure et harcèlent Moscou. Ne restez pas à la traîne de vos camarades anglais. Il est intolérable qu'un inspecteur des P et T français puisse répondre comme il l'a fait hier à ma protestation après l'interruption d'une conversation avec André Sakharov : «Avec Moscou nous n'avons pas de problèmes ; dans votre cas, c'était une conversation avec un dissident. C'est autre chose...».

Lutte contre l'oppression nationale en URSS

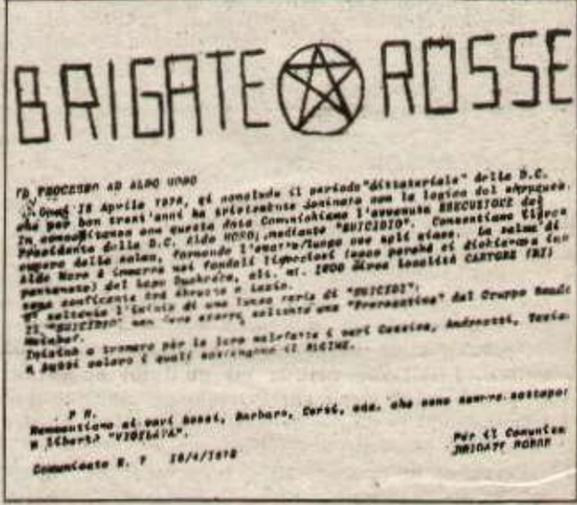
DES MILLIERS DE MANIFESTANTS A TBILISSI (GEORGIE)

Plusieurs milliers de personnes (20 000 selon *Le New York Times*) ont manifesté vendredi dernier, à Tbilissi, capitale de la Géorgie, contre le projet d'enlever au géorgien son statut de langue nationale. Alors que la Constitution soviétique de 1937 déclarait que «la langue officielle de la République socialiste soviétique de Géorgie est le géorgien», cette affirmation ne figure plus dans la nouvelle Constitution, que Brejnev a fait adopter fin 1977. Ceci correspond à la politique de «russification» forcée et systématique entreprise par le Kremlin, pour briser toute expression des nationalités et mieux asseoir sa dictature dans le pays. Les manifestations de vendredi, auxquelles participaient de nombreux jeunes, témoignent de la persistance, malgré la répression, du sentiment national dans cette république de huit millions d'habitants où la mémoire de Staline est devenue un symbole du nationalisme face à la russification. Les manifestations ne se seraient interrompues provisoirement en fin de semaine qu'après l'engagement public pris par Chevarnadze, premier secrétaire du parti révisionniste de Géorgie, qui l'an dernier, avait rendu obligatoire le russe à partir de la première année de scolarisation, de modifier la nouvelle formulation de la Constitution dans un sens conforme aux aspirations nationales géorgiennes. Le mouvement de vendredi est d'autant plus significatif que la répression exercée par les autorités contre le peuple en Géorgie, est particulièrement vive, à la mesure des aspirations nationales exprimées. Ainsi, de nombreux procès étaient en préparation à Tbilissi, tandis qu'une dizaine d'animateurs du comité géorgien pour l'application des accords d'Helsinki sont détenus.

Aldo Moro : les recherches continuent

«Le tract émane selon toute probabilité des Brigades rouges» a déclaré mardi après-midi le président du Conseil italien, Andreotti, après que le message «numéro 7» des Brigades rouges eut été authentifié par les enquêteurs. Ce message annonçant la mort d'Aldo Moro, en ces termes : «Aujourd'hui, 18 avril, se termine la période dictatoriale de la Démocratie chrétienne. Nous informons à cette occasion de l'exécution du président de la Démocratie chrétienne, Aldo Moro, par «suicide». Son cadavre est immergé dans les fonds boueux du lac Duchessa, altitude 1 800 mètres, aux environs du lieu dit Cartore, entre les Abruzzes et le Latium. C'est le début d'une longue série de «suicides» qui ne doivent pas être la seule «prérogative» du groupe Baader-Meinhof (...). Que les gens comme Cossiga (ministre de l'Intérieur), Andreotti, (président du Conseil), Taviani (ancien ministre de l'Intérieur), et tous ceux qui soutiennent le régime, commencent à trembler pour leurs méfaits.» Aussitôt la nouvelle con-

nue, des recherches ont été entreprises pour retrouver le corps du leader démocrate chrétien au fond du lac, situé à une centaine de kilomètres de Rome. Cependant, si la police et les milieux politiques italiens estiment qu'Aldo Moro est probablement mort à l'heure qu'il est, la certitude n'est pas totale sur le fait que son corps ait été abandonné à l'endroit indiqué, notamment compte tenu des difficultés d'accéder au lac (dont les rives sont enneigées), sans laisser de traces. Certains songent à une possible manœuvre de division de la part des «Brigades rouges». Quoi qu'il en soit, la teneur du dernier communiqué des B.R. a entraîné un profond désarroi dans les milieux politiques, car c'est la faiblesse de l'Etat italien qui est ainsi soulignée. La découverte, mardi, d'une cache d'armes des B.R. — dans la banlieue romaine, où Aldo Moro a peut-être été caché quelques temps par ses ravisseurs, est venue ajouter encore à ce sentiment d'impuissance et d'inefficacité. Tandis que certains



Les relations politiques en Italie : par messages dans les poubelles ! Ici, le message «numéro 7» annonçant la mort d'Aldo Moro.

commentaires estiment que les B.R. disposent d'appuis en très haut lieu, il est clair que l'énorme déploiement policier n'aura servi qu'au fichage systématique des militants politiques, des syndicalistes et à la formation d'un climat de délation présenté comme «normal». Les lendemains de la mort d'Aldo Moro vont sans doute être marqués par une répression de plus en plus vive contre tous ceux qui, ne se reconnaissant en aucun cas dans l'action des «Brigades rouges», n'en refusent pas moins le piège tendu par le PCI : être des «défenseurs de l'Etat», l'instrument d'une classe qui réduit à la misère les travailleurs et la jeunesse d'Italie.

PROGRAMME TÉLÉ

Mercredi 19 avril

TF 1

18 h 10 - A la bonne heure
18 h 25 - Un, rue sésame
18 h 55 - Le village englouti
19 h 10 - Une minute pour les femmes
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les claudine. N° 2 : Claudine à Paris
22 h 00 - Journal de voyage avec André Malraux
22 h 55 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Dessins animés
18 h 40 - C'est la vie
19 h 20 - Actualités régionales
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Septième avenue. Feuilleton américain
21 h 30 - Emission d'actualité
22 h 35 - Journal et fin

FR 3

19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Cinéma 16. Les lavandes et la liberté. Film TV.
22 h 00 - Journal
22 h 15 - Ciné-regards

Jeudi 20 avril

TF 1

18 h 25 - Un, rue sésame
18 h 55 - Le village englouti
19 h 10 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Jean-Christophe. N° 8 : Le buisson ardent
21 h 25 - L'événement
22 h 30 - Ciné-première
23 h 00 - Journal et fin

A 2

17 h 55 - Fenêtre sur...
18 h 25 - Dessins animés
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Histoire d'Adèle H. Film français de F. Truffaut
22 h 05 - Légendaire
22 h 40 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Le pacha. Film français de G. Lautner avec Jean Gabin
21 h 50 - Journal et fin

TELEVISION

«LA BATAILLE DU RAIL»

Le combat du peuple

Film de René Clément



Un certain nombre de films récents tendent à réhabiliter la collaboration ou à présenter le nazisme comme un phénomène psychologique (Lacombe Lucien ou Portier de nuit). Dans le même temps, la bourgeoisie a tenté sournoisement de réduire la Résistance en présentant la politique de Pétain comme une politique massivement suivie par le peuple de notre pays. Et Marchais dans ses interviews a plusieurs fois repris en compte cette analyse pour tenter de justifier sa propre situation pendant la guerre.

Le beau film de René Clément diffusé mardi soir à FR 3 vient briser tous ces discours en montrant que la Résistance fut le fait

du peuple et en premier lieu de la classe ouvrière. «La bataille du rail» montre ce que fut l'héroïsme quotidien de ces cheminots en lutte contre l'occupant nazi.

Du refus collectif des appels à la collaboration par les nazis : «Ouvriers français, nous vous tendons la main !», à l'entrée en lutte, allant du changement d'étiquettes de destination des trains aux sabotages organisés, la progression et le développement de la Résistance y sont bien décrits. Les images de répression sont montrées avec force et émotion sans tomber dans l'étalage morbide des films à la mode et les images des cheminots fusillés dans le dos alors que les sirènes

des locomotives sifflent, appellent non à la résignation mais à la lutte.

La force de ce film et c'est là aussi ce qui le démarque d'une série de films sortis après la guerre, c'est qu'il montre que la Résistance fut une lutte collective. On est loin du héros solitaire et invincible. Chaque personnage du film a sa propre personnalité mais c'est le rassemblement de chacun dans un combat commun qui constitue le véritable sujet du récit.

Ce film fut tourné dans les mois qui suivirent la Libération et il est marqué par l'enthousiasme qui fut celui des milliers de travailleurs qui combattirent l'occupant nazi. Quelques auteurs professionnels jouent

mais aussi des cheminots, ayant participé à la Résistance et ceux-ci marquent le film de leur empreinte. «La bataille du rail» démonte dans les faits les arguments «attentistes» de De Gaulle à Londres qui faisait tout pour que le peuple n'engage pas la lutte en comptant sur ses propres forces, mais il reste muet sur les contradictions existantes au sein de la Résistance ; contradictions secondaires face à l'occupant nazi, mais bien réelles entre les FTP et l'«armée secrète» qui craignait le peuple en armes. C'est une des limites de ce film, à voir ou à revoir, parce qu'il est l'illustration vivante par les images que les masses sont les véritables héros.

Et l'acier fut trempé

114^e épisode

Une bande de Polonais a passé la frontière pour terroriser la population. Des mesures de précaution ont été prises à Berezdov. Un cavalier, venant de la frontière, arrive au galop.

L'homme sauta lourdement à terre devant la porte du comité et, soutenant son sabre, ébranla les marches de ses lourdes bottes. Fronçant le sourcil, Lissitsyne prit le pli qu'il lui apportait, le décacheta et signa sur l'enveloppe. Sans laisser à son cheval le temps de souffler, le soldat bondit en selle et repartit au galop.

Personne ne connaissait le contenu de ce pli, en dehors du président qui venait de le lire. Mais les habitants étaient doués d'un flair particulier. Deux commerçants sur trois au moins s'adonnaient à la contrebande, et ce métier développait en eux une sorte d'aptitude instinctive à flairer le danger.

Deux hommes passèrent rapidement sur le trottoir, se dirigeant vers l'état-major du bataillon de préparation militaire. L'un d'eux était Kortchaguine. Les habitants le connaissaient : il était toujours armé. Mais que le secrétaire du comité du Parti, Trofimov, ait sorti son baudrier et un pistolet, ça, c'était important.

Au bout de quelques minutes, une douzaine d'hommes sortirent en courant de l'état-major, haïonnelle au canon, et se précipitèrent vers le moulin planté au carrefour. Les autres communistes et les komsomols s'armaient au comité du Parti. Le président du comité exécutif passa au

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

galop, bonnet d'astrakan en tête et pistolet au côté. Aucun doute : il y avait là quelque chose d'insolite, de grave, et la grande place et les ruelles se vidèrent. En un clin d'œil, d'énormes cadenas médiévaux bouclèrent les boutiques ; les volets claquèrent. Seuls, des poules intrépides et des cochons épuisés par la chaleur continuèrent à fouiller consciencieusement les tas d'ordures.

Un détachement de garde prit position dans les jardins, à l'endroit où commençaient les champs et où l'on découvrait un grand ruban de route.

Le message reçu par Lissitsyne était assez bref :

Cette nuit, dans la région de Poddoubtsy, une bande de cavaliers estimée à deux cents sabres et deux fusils-mitrailleurs a pénétré après combat en territoire soviétique. Prenez les mesures nécessaires. Les traces de la bande se perdent dans les bois de Slavoutski. Je vous préviens que, dans la journée, une sotnia de cosaques rouges traversera Berezdov à la poursuite de la bande. Pas de confusion.

Le commandant du bataillon des gardes-frontières : GAVRILOV.

Au bout d'une heure, un éclaireur à cheval se montra sur la route, précédant d'un kilomètre une troupe de cavaliers. Kortchaguine regardait de tous ses yeux. L'éclaireur s'approcha avec précaution, mais ne remarqua pas l'embuscade dans les jardins. C'était un jeune soldat rouge du

7^e régiment de cosaques. Il allait pour la première fois en reconnaissance et sourit d'un air confus lorsqu'il se vit subitement entouré par des hommes bondissant des jardins sur la route, avec à leur vareuse l'insigne des Jeunesses communistes. Après un bref entretien, il fit demi-tour et partit au galop à la rencontre de la sotnia qui arrivait au trot. Le détachement de garde laissa passer les cosaques rouges et reprit ses positions de combat.

Quelques jours tendus s'écoulèrent. Lissitsyne fut informé que les bandits n'avaient pas réussi à développer leur action de diversion : poursuivis par la cavalerie rouge, ils avaient dû repasser précipitamment la frontière.

Le petit groupe de bolchéviks — dix-neuf personnes en tout — s'activait sur toute l'étendue du district nouvellement constitué pour consolider le pouvoir soviétique. Il fallait tout y créer à neuf. La proximité de la frontière obligeait à une vigilance de tous les instants.

Les élections aux Soviets, la lutte contre les bandits, les activités culturelles, la répression de la contrebande, les tâches militaires, le travail du Parti et du Komsomol, tel était le cercle des préoccupations qui, depuis l'aurore jusqu'au cœur de la nuit, animaient Lissitsyne, Traffimov, Kortchaguine et les quelques militants qu'ils avaient pu rassembler.

Du cheval à la table de travail, de la table à la place où défilait les jeunes du bataillon de préparation militaire, puis le club, l'école, deux ou trois réunions, et la nuit, en selle, le mauser au côté et un brutal : « Halte, qui va là ! », le bruit des roues d'une charrette s'enfuyant avec des marchandises de contrebande, voilà de quoi étaient faits les jours et de nombreuses nuits du commissaire du 2^e bataillon.

(à suivre)

MARÉE NOIRE

«Ils croyaient que l'échec de l'Union de la gauche avait assommé tout le monde»

TABLE RONDE AVEC DES OUVRIERS DE BREST

De notre envoyé spécial Pierre PUJOL

● Quelques jours seulement après le 2^e tour des élections, la classe ouvrière de Brest était déjà dans la rue. 15 000 personnes, une majorité de travailleurs de l'Arsenal, des différentes usines de Brest dénonçaient les pollueurs, accusaient le profit. Cette mobilisation exceptionnelle s'est faite malgré le choix douteux du lundi de Pâques par les directions syndicales et les partis de gauche.

Aujourd'hui les travailleurs de Brest parlent encore non sans quelque émotion et fierté du refus des 2/3 de cette immense manifestation de suivre le mot d'ordre hâtif de dispersion et du cri unanime qui s'éleva à cet instant «Marée noire, gâchis capitaliste, grève générale»

Les directions syndicales et les partis de gauche ont adopté, après leur déconvenue pascale, la

politique de l'autruche, faisant le silence complet et ne prenant plus aucune autre initiative. Hormis quelques rares entreprises, où les syndicalistes révolutionnaires ont ouvert le débat, l'immense majorité de la classe ouvrière a été privée d'initiatives et tenue à l'écart de celles du comité anti-marée noire ou d'autres associations.

Pour faire le point sur les obstacles à l'unité de la lutte contre la marée noire, au mouvement propre des travailleurs de Brest nous avons réuni plusieurs ouvriers révolutionnaires : F. et M. de Ericsson, P. de Meunier, boîte métallurgique de réparations navales travaillant pour l'Arsenal de Brest et un chômeur qui effectue un travail en direction des pêcheurs de Lampaul Plouazd.

temps, le ras-l'bol après l'échec de la gauche.

Qu'est-ce qu'on attendait encore ? Le fait que le délégué CGT n'ait pas pu parler après la manif, cela montre bien que les gens n'étaient pas venus pour un discours. Ils criaient : «Mazoutés aujourd'hui, radio-actifs demain» et lui répondait «Ce n'est pas le problème pour l'instant !».

Q d P : La manif de Brest était le 1^{er} test pour la gauche après les élections et elle n'a pas été déçue : une majorité de travailleurs ont repris aux côtés des révolutionnaires les mots d'ordre anti-capitalistes et scandé «grève générale». Que vont faire les partis de gauche maintenant ?

F... : «Comme ils n'ont pu contrôler la lutte contre la marée noire, ils deviennent inexistantes. Ils ne vont pas forcément s'opposer aux luttes. Mais toute lutte qui va déborder leur cadre, ils vont tirer à boulets rouges dessus».

C... : «Ce qui a fait peur aux partis de gauche pour la marée noire, c'est que cela mobilisait tout le monde sur une ville et que l'ennemi n'était pas un patron précis, ni le gouvernement seul, mais le capitalisme !»

COMMENT S'ORGANISER ?

F... : «Les gars étaient déçus de l'échec de la gauche. Leur problème maintenant, c'est comment s'organiser pour obtenir un minimum de revendications. C'est un débat qui devient général, même si la masse des travailleurs ne voient pas aujourd'hui comment ils pourraient obtenir cela en dehors des directions syndicales. C'est une démarche double : ils pensent qu'il faut s'organiser indépendamment des directions syndicales et des partis de gauche, mais ils se demandent en même temps s'ils pourront gagner sans eux».

C... : «C'est pourquoi au départ, au niveau du comité anti-marée noire, on a tout fait pour forcer les syndicats à réagir, à s'associer».

Q d P : «Est-ce que dans la situation actuelle, les regroupements de base du type «comité anti-marée noire» ou des collectifs d'associations à condition d'en définir le contenu, vous paraissent pouvoir intéresser plus de travailleurs ?»

F... : «Je crois qu'un des rôles essentiels des comités anti-marée noire est de développer un travail anti-capitaliste, de montrer clairement la cible, le système responsable de toutes ces catastrophes et de regrouper le maximum de gens pour travailler à partir de cette base là !

Il faut travailler dans 2 directions : vers les marins pêcheurs et goémoniers et vers les quartiers populaires, les entreprises avec des travailleurs, des militants comme ceux de la CSCV... La lutte contre la marée noire est une occasion de faire avancer la prise de conscience de beaucoup de travailleurs».

C... : «Un certain nombre de gens, petits marins pêcheurs des associations, se sont radicalisés, comme la SEPNB par exemple, forcée de constater l'attitude de la gauche».

A... (réparation navale) : «Moi, je voyais plutôt des comités basés sur les boîtes et les quartiers, et des réunions sur la base d'un film ou d'un montage diapositives».

C... : «Il y a aussi le C.I.N. (Comité d'Informations sur le Nucléaire) qui a effectué un travail avec les pêcheurs du Conquet menacés par la centrale de Ploumoguer».

M... : «Je crois qu'avec de telles perspectives, on peut arriver à regrouper plus de monde sur Ericsson».

F... : «Si les bases anti-capitalistes sont claires, ce type de regroupement peut intéresser pas mal de travailleurs».

C... : «Et pas seulement sur la marée noire, mais également contre le chômage, l'insécurité, l'exploitation...»

M... ouvrière de Ericsson :

«Au début, dans la boîte, c'était l'indignation spontanée. Ce qui fait qu'on a pu lancer un comité anti-marée noire qui regroupait une quinzaine de personnes. On a tenu quelques réunions, on a appelé aux manifestations. Ce comité sur des bases syndicales regroupe des syndiqués CGT et CFDT et ceux qui sont contre la marée noire. On essaie de faire un travail concret : la semaine dernière, sur le temps de pose du midi, on a présenté lors d'une animation avec le comité d'établissement un film, des gens de la SEPNB sont venus discuter avec nous.

La participation des ouvriers de la boîte était bonne et il y a eu de bonnes discussions. Maintenant, on essaie de faire un montage diapos avec une exposition photos qu'on passera également à la boîte.

Dans la boîte il y a eu la réaction : «C'est révoltant, parce que c'est une affaire de gros sous».

C'est à partir de cette réaction qu'au niveau du comité anti-marée noire d'Ericsson, on arrive à avancer. On peut avancer sur un plan clairement anti-capitaliste.

F... ouvrier d'Ericsson :

Au départ, dans Ouest France, il y a eu même des personnes qui s'exprimaient pour critiquer pas mal les compagnies pétrolières et le gouvernement.

Mais au bout de 4-5 jours, vraiment tout a été éliminé. Il y a eu une opposition très nette entre les rédacteurs de Brest et la direction.

Après la manifestation de vendredi, ils ont senti



que le vent tournait. Alors maintenant c'est vraiment «le plan Polmar, grand succès, grande victoire» à la télé régionale.

Ils pensaient que les réactions de la population seraient différentes. Ils pensaient que l'échec de la gauche avait assommé tout le monde, qu'il n'y aurait pas de réaction. Quand ils ont vu qu'à la manif du 1^{er} avril, plus de la moitié de la manif a continué, vers la préfecture et la préfecture maritime, je suppose qu'ils ont dû prendre peur en haut lieu.

Alors au niveau des informations qui passaient dans la presse, ils ont développé le thème «on est efficace contre la marée noire, il n'y a presque plus de nappe...»

«LES PARTIS DE GAUCHE VEULENT ENTERRER LA LUTTE»

C... chômeur :

«Je suis allé aux deux manifestations, les marins

pêcheurs, dont la plupart manifestaient pour la première fois de leur vie, étaient nombreux à la première manif. Pourquoi ne sont-ils pas revenus à la 2^e ? Pourquoi la CFDT ne les a pas invités ?

Il faut voir qu'avant le 2^e tour, le samedi, les gars du PS et du PC ont mis le paquet pour dénoncer la marée noire et appeler à voter à gauche, ils ont mis toutes leurs forces pour distribuer des tracts, et après ils ont tout arrêté. Ils étaient absents des premières manifestations».

Un autre :

«Pour la manif de vendredi, aucun parti de gauche n'avait appelé. Il faut compter aussi avec le poids du PS sur les pêcheurs pour expliquer leur absence à la 2^e manif. C'est en fait le problème de la direction de la CFDT...»

F... d'Ericsson :

«Du point de vue politique, la manif du lundi de Pâques a été l'enter-

rement par les partis de gauche de la lutte anti-marée noire. Ils n'ont rien fait depuis. Aucun travail d'information, ni d'explication. La CFDT de Morlaix a proposé une journée «Bretagne morte». Cela n'a jamais été fait ! S'il y avait eu une journée de grève, elle aurait été massivement suivie».

M... :

«A la fin de la manifestation, c'était clair, les responsables syndicaux sont tous partis. Les gens attendaient sur place, ils réclamaient autre chose. Pas un seul tract n'est même passé dans les boîtes !»

C... :

«Je crois que si cela était arrivé avant les élections, ils auraient fait plus. Maintenant, une simple journée d'action ça risque de ne pas marcher».

F... :

«Il y avait deux choses : d'abord la colère devant la marée noire, la destruction de la côte, mais en même